

**UNIVERSITÉ „BABEȘ-BOLYAI” CLUJ-NAPOCA
LA FACULTÉ D’HISTOIRE ET PHILOSOPHIE
ÉCOLE DOCTORALE RELATIONS INTERNATIONALES
ET ÉTUDES DE SÉCURITÉ**

**UNIVERSITÉ PARIS-EST
ÉCOLE DOCTORALE ORGANISATIONS, MARCHÉS,
INSTITUTIONS**



**L’ENJEU DE L’EUROPE CENTRALE-ORIENTALE POUR
LA DIPLOMATIE FRANÇAISE SOUS FRANÇOIS
MITTERRAND DANS LE CONTEXTE DE LA QUESTION
ALLEMANDE**

Résumé de thèse doctorale

**Coordonateurs scientifiques :
Prof. Dr. MICHAEL SHAFIR
Mcf. HDR. SERGIU MIȘCOIU**

**DOCTORAND:
MARIUS-MIRCEA MITRACHE**

Cluj-Napoca

-2013-

Cette thèse a été soutenue financièrement par le programme:



UNIUNEA EUROPEANĂ



GUVERNUL ROMÂNIEI
MINISTERUL MUNCII, FAMILIEI
PROTECȚIEI SOCIALE ȘI
PERSOANELOR VÂRSTNICE
AMPOSDRU



Fondul Social European
POSDRU 2007-2013



Instrumente Structurale
2007-2013



MINISTERUL
EDUCAȚIEI
NAȚIONALE

OIPOSDRU



UNIVERSITATEA BABEȘ-BOLYAI
CLUJ-NAPOCA

Investește în oameni!

Proiect cofinanțat din Fondul Social European prin Programul Operațional Sectorial pentru Dezvoltarea Resurselor Umane 2007 – 2013

Axa prioritară: 1 „Educația și formarea profesională în sprijinul creșterii economice și dezvoltării societății bazate pe cunoaștere”

Domeniul major de intervenție: 1.5 „Programe doctorale și postdoctorale în sprijinul cercetării”

Titlul proiectului: „Studii doctorale moderne: internaționalizare și interdisciplinaritate ”

Cod Contract: POSDRU/107/1.5/S/76841

Beneficiar: Universitatea Babeș - Bolyai

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	6
-------------------	---

CHAPITRE I

1. COMMENT ET POURQUOI L'EUROPE CENTRALE-ORIENTALE EST-ELLE DEVENUE UNE CARTE MENTALE GÉOGRAPHIQUE POUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE FRANÇAISE	19
---	-----------

1.1.Définir le concept de carte mentale géographique.....	19
1.2.La formation d'un lieu de mémoire. L'Europe Centrale-Orientale entre définitions et identités multiples.....	28
1.3.Les cartes et le territoire. Les débuts d'une cartographie cognitive française envers l'Europe Centrale-Orientale	36
1.4. Les raisons et la manifestation de l'intérêt français pour l'Europe Centrale-Orientale de 1871 jusqu'à la Première Guerre Mondiale.....	40
1.5. La France participe à la création de la Nouvelle Europe et veille à protéger ses buts de milieu.....	46
1.6. Le rôle de l'école française de géographie politique dans la création de la nouvelle Europe Centrale-Orientale	53
1.7. En guise de conclusion.....	58

CHAPITRE II

2. LES BUTS DE POSSESSION DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ALLEMANDE ENVERS L'EUROPE CENTRALE-ORIENTALE.....	60
--	-----------

2.1. L'Europe Centrale-Orientale est une carte mentale aussi pour la politique étrangère allemande.....	60
2.2. La recherche d'un hinterland économique. <i>Mittleuropa</i> comme <i>Ersatz</i> pour un empire colonial.....	63
2.3.Gustave Stresemann et la stratégie des « deux fers au feu ».....	73

2.4. Konrad Adenauer et la politique des stimulants économiques (<i>economic linkage</i>) envers l'Est 1956-1963.....	78
2.5. Acheter la réunification allemande. Ludwig Erhard et l'échec d'une idée audacieuse.....	86
2.6. En guise de conclusions.....	90

CHAPITRE III

3.L'AVÈNEMENT D'UNE DIPLOMATIE MITTERRANDIENNE D'INSPIRATION GAULLIENNE.....

3.1. Gouverner, c'est rassurer.....	94
3.2. Une affaire d'espionnage au début du mandat. Craintes et méfiances américaines.....	98
3.3. Prudence devant la crise polonaise.....	101
3.4. Frictions avec les Américains pour le gaz sibérien.....	108
3.5. Mitterrand et l'affaire des missiles.....	112
3.6. En guise de conclusion	119

CHAPITRE IV

4. LA DIPLOMATIE MITTERRANDIENNE PENDANT LA FIN DE LA GUERRE FROIDE.....

4.1. La nécessité d'un retour de la présence française dans l'Europe Centrale-Orientale.....	122
4.2. La prudence de la diplomatie française concernant la question allemande.....	126
4.3. Le premier volet de sa stratégie : réaliser l'ancrage de l'Allemagne fédérale à la Communauté européenne.....	131
4.4 La visite de Mitterrand à Berlin-Est.....	145
4.5. Le deuxième volet de sa stratégie : le projet de confédération paneuropéenne.....	149
4.6. Faire l'Allemagne fédérale reconnaître l'intagibilité de la frontière Oder-Neisse.....	153
4.7. L'achèvement de la réunification allemande et l'échec de la confédération.....	156

4.8. En guise de conclusions.....	167
-----------------------------------	-----

CHAPITRE V

5. LE DÉCRYPTAGE DE LA DIPLOMATIE DE FRANÇOIS MITTERRAND ENVERS L'EUROPE CENTRALE-ORIENTALE.....	172
---	------------

5.1. Le rôle de la perception pour la diplomatie mitterrandienne.....	172
5.2. L'école de géopolitique cognitive et le modèle gaullien.....	180
5.3. La géopolitique critique, l'acteur collectif et la force des idées.....	191
5.4. En guise de conclusions.....	200

CONCLUSIONS GÉNÉRALES.....	203
-----------------------------------	------------

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE.....	210
------------------------------------	------------

La liste des tableaux et figures

1. Tableau 1.1 Les différences entre le déterminisme ratzelien et le possibilisme vidalien.....	56
2. Tableau 1.4 Classement hiérarchique des initiatives d'investissements (1987-1998) par pays d'origine vers les PECO-5 (la Pologne, la Roumanie, la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie) , en millions d'euros.....	167
3. Figure 1.5 L'environnement psychologique, l'environnement opérationnel et la prise de décision de politique étrangère selon les époux Sprout.....	181

Mots-clés :

Europe Centrale-Orientale, François Mitterrand, buts de milieu, buts de possession, carte mentale géographique, géopolitique cognitive, géopolitique critique

Introduction au sujet de la recherche

Dans son ouvrage célèbre, « L'Histoire de la Guerre du Péloponnèse », Thucydide évoquait parmi les raisons du conflit entre les Athéniens et les Spartiates : « la croissance de la puissance athénienne et la peur inspirée aux Lacédémoniens ont fait la guerre inévitable¹ ». Depuis l'Antiquité parmi les causes de la politique étrangère on trouve l'idéologie, l'esprit de conquête, l'influence de l'opinion publique, l'influence des groupes de pressions, mais aussi la peur. Plus précisément, le terme employé par Thucydide était « deos », c'est-à-dire « un état d'alarme permanent² », faisant appel à l'état d'alarme que la Sparte aurait senti devant l'ascension hégémonique de la cité d'Athènes. Ce type de peur peut être une motivation pour la politique étrangère, l'histoire nous offrant beaucoup d'exemples. Pendant des siècles, l'Angleterre (et plus tard la Grande-Bretagne) craignait l'apparition d'une grande puissance continentale dominant l'Europe. C'est pour cette raison que Londres a utilisé l'équilibre des puissances (*the balance of powers*) en s'alliant avec la deuxième puissance du continent pour barrer l'hégémonie de la première. Au XX^e siècle en pleine Guerre Froide, les Etats-Unis ont cru que l'avènement d'un gouvernement communiste en Vietman deviendra selon la théorie du domino une tache d'huile qui enflammerait toute l'Asie du Sud-Est, ce qui contraindrait les Américains à intervenir. La peur est une motivation forte dans la politique étrangère d'un pays, une réaction défensive devant la perception d'une menace³. Alors on peut se demander quelles sont les peurs de la France en relations internationales ? Les réflexes français sur la scène du monde sont déterminés par une sorte d'héritage historique qui accompagne cet Etat depuis sa création. La France n'as pas eu la chance de l'Angleterre d'être une île à l'abri des invasions, ni celle de l'Espagne ou de l'Italie de bénéficier des avantages d'une géographie péninsulaire. Bien au contraire, la France se trouve à l'extrémité ouest du continent, et depuis les temps des Capétiens, le pouvoir royal était menacé de l'intérieur par les puissants seigneurs féodaux, et de l'extérieur par une ceinture d'ennemis. Cette double menace a

¹Robert Gilpin, *War and Change in World Politics*, Cambridge University Press, 1983, p. 93

²Annette Freyberg-Inan, *What Moves Man: The Realist Theory of International Relations and Its Judgment of Human Nature*, Suny Press, 2004, p.24

³Richard W. Cottan, *Foreign Policy Motivation : A General Theory and a Case Study*, University of Pittsburgh Press, 1977, pp. 43-44.

engendré la nécessité de l'apparition d'un homme fort, tout comme Richelieu, Louis XIV ou Napoléon. Constamment en proie aux invasions, l'histoire et la géographie amorceront une rivalité séculière entre la France et le Saint-Empire romain germanique gouverné par la Maison d'Habsbourg, une rivalité qui durait à la fin du XIX^e siècle avec l'Empire allemand forgé par Bismarck. Après l'annexion de l'Alsace-Lorraine, un abîme va se creuser entre les deux Etats et peuples. Le diplomate et l'historien Harold Nicolson nous dit : « *Les yeux des diplomates français se fixeront irrémédiablement sur la Ligne Bleue des Vosges et leur entière politique sera dirigée envers leur protection de la menace allemande*⁴ ». Nicolson a certainement raison sur la rivalité totale entre les deux nations, mais concernant la politique étrangère il pense ici comme un Anglais. De son point de vue, la politique étrangère est faite par les diplomates, un ministère des Affaires Etrangères bénéficiant d'une large autonomie, un Foreign Office soumis au contrôle du Parlement. Certes, c'est vrai aussi pour le Quai d'Orsay dans une certaine mesure, mais en France, et surtout pendant la Cinquième République, c'est le Président qui dirige la politique extérieure. Et depuis Charles de Gaulle, une véritable « monarchie républicaine » s'imposera. La politique étrangère de la France se fera désormais au palais de l'Elysée.

Dans un ouvrage pionnier, « Introduction à l'histoire des relations internationales » (écrit en 1956 avec son disciple, Jean-Baptiste Duroselle), l'historien Pierre Renouvin introduit un nouveau concept en essayant d'expliquer la prise de positions en diplomatie par les hommes d'Etat. Il sera le premier à parler des « forces profondes ». D'après Renouvin, pour l'homme d'Etat, façonneur de la politique étrangère d'un pays, huit grandes « forces profondes » vont s'exercer sur lui : les facteurs géographiques (ressources, positions, espaces), les conditions démographiques (essor démographique et mouvement migratoire), les forces économiques conflictuelles (conflits de politique économique, méthodes de l'expansion, coercition de type douanier), les forces économiques consensuelles (unions douanières, partages d'influences, condominiums économiques, ententes économiques internationales), les questions financières (investissements des capitaux, impérialisme financier), le sentiment national et le sentiment pacifiste (il est intéressant de constater que Renouvin fait une nette différence entre les deux)⁵.

Pour les analystes qui savaient que François Mitterrand avait l'usage de la pensée cartésienne, les ressorts de sa diplomatie n'auraient pas dû attendre pour se révéler. Mais à

⁴ Harold Nicolson, *Diplomacy*, Oxford University Press, 1960, p. 150.

⁵ Jean-Baptiste Duroselle, « Pierre Renouvin et la science politique » in *Revue française de science politique*, 1967, volume 25, numéro 3, p. 568.

vrai dire, en ce qui concerne la politique étrangère de Mitterrand envers l'Europe Centrale-Orientale et les grands événements de la fin des années 80, elle est toujours mal comprise et apparaît comme contradictoire, conservatrice, vacillante, pusillanime, au moins paradoxale, mais presque unanimement vue comme incompréhensible⁶. Bref, un mystère, tout comme son auteur. La diplomatie mitterrandienne envers l'Europe Centrale Orientale est un mystère seulement pour ceux à courte mémoire et sans vision en profondeur. En effet, elle s'inscrit parfaitement dans une grande tradition tracée depuis Richelieu, car au-delà de ses forces profondes, ses ressorts, elle a à la base ce que Thucydide avait déjà évoqué plus de 2000 ans auparavant : le « deos », la peur, l'état d'alarme durable ou persistant. Pour Mitterrand l'alarme était cette réunification allemande, qu'il prophétisait depuis 1987, et il savait qu'elle allait engendrer une nouvelle Europe, où la France devrait trouver sa place.

François Mitterrand aimait l'Histoire, et décidément l'Histoire avait aimé Mitterrand, car peut-être ce n'est pas par hasard que c'était lui le gouverneur du destin de la France au moment d'un si grand tournant dans l'histoire européenne. Si l'historien allemand Tilo Schabert le nommait « le président-philosophe⁷ », alors quelle a été sa réponse devant le Sphinx de l'Histoire, en 1989 ? Pour ou contre la réunification de l'Allemagne ? A vrai dire, le *statu quo* de la Guerre froide et l'existence des deux Allemagne au cœur de l'Europe, convenaient à merveille à la France. L'écrivain François Mauriac disait : « *J'aime l'Allemagne tellement, que je désire en avoir deux*⁸ ». Une Allemagne divisée a permis à la France de prendre le leadership ouest-européen. Avec une participation active dans la construction européenne, une relation privilégiée avec Moscou, sa popularité parmi les capitales est-européennes, et son indépendance dans le cadre de l'Otan, la France semblait avoir tout les atouts pour être la première puissance de l'Europe Occidentale. Pour comprendre la diplomatie de Mitterrand, celle-ci doit être vue dans la perspective d'un monde en changement, d'un *statu quo* en cours de modification : son tour dans les capitales de l'Est (Varsovie, Prague, Budapest, Bucarest, Sofia, Berlin-Est), le projet pour le traité de Maastricht (avec son enjeu historique – l'adoption d'une monnaie unique), la ratification des traités 2+4 consentant à la réunification de l'Allemagne, le soutien envers Gorbatchev et finalement son projet pour une grande confédération pan-européenne sur le moule de la Conférence sur la Sécurité et Coopération en Europe, évoquant l'ambition de Charles de

⁶ Bernard Lecomte, « François Mitterrand et l'Europe de l'Est: le grand malentendu » in *Commentaire*, 1996, numéro 75, pp. 577-584.

⁷ Tilo Schabert, *Mitterrand et la réunification allemande. Une histoire secrète (1981-1995)*, Paris: Grasset, 2005. p. 25.

⁸ Claire Aslangul, « De la haine héréditaire à l'amitié indéfectible », in *Revue historique des armées*, numéro 256, 2009, lien en ligne : [<http://rha.revues.org/index6802.html>] consulté le 18 mars 2013.

Gaulle de construire l'Europe de l'Atlantique à l'Oural. Dans ce labyrinthe d'événements il y a un fil d'Ariane, un raisonnement clair et un peu trop visionnaire de la part de Mitterrand. C'est la qualité (et en même temps le défaut) de résoudre le présent en pensant l'avenir. Ceux qui comprennent tout avant les autres seront toujours incompris par la majorité.

Mitterrand savait que l'Allemagne était un pays à risques, surtout pour l'hégémonie française et ensuite pour la construction européenne, le grand projet de construction européenne entamé depuis 1945.

Premièrement, en ce qui concerne la menace sur l'hégémonie française, en juillet 1990, Zbigniew Brzezinski annonçait : « depuis de nombreuses années, nous avons su que la fin de la guerre froide ferait deux gagnants: les Etats-Unis et l'Allemagne, et deux perdants: l'Union soviétique et la France⁹. »

Deuxièmement, concernant la nouvelle place en Europe de cette Allemagne réunifiée, Hans-Dietrich Genscher se rappelle un entretien avec Mitterrand où celui-ci affirmait : « *La France considère l'unification allemande comme une nécessité historique. C'est pourquoi, comme toujours, nous sommes du côté de l'Allemagne sur cette question. Ministre, j'ai une question pour vous: Quel chemin l'Allemagne unifiée aura-t-elle? Va-t-elle fouler à nouveau d'anciens chemins, ou entend-elle continuer le parcours européen de la République fédérale? Si vous dites maintenant que vous allez fouler de vieux chemins de plus, je vous le dis: parce que l'unification allemande est une nécessité historique, même alors nous ne saurions pas nous y opposer. Mais notre réponse serait alors différente néanmoins: nous allons revivre les anciennes alliances¹⁰* ». »

A travers ces deux citations nous pouvons observer que deux grandes conséquences surgiront pour la France après la réunification allemande. D'abord, elle sera en train de perdre sa prééminence européenne, en devenant l'allié junior d'un nouvel Etat de 80 millions d'habitants, avec une force économique considérable. Ensuite, la France sera obligée de repenser sa politique étrangère tout en s'orientant vers ce que Mitterrand appelait « les anciennes alliances. » Une question légitime se pose ; quelles sont ces anciennes alliances et où se trouvent-elles ? Il s'agit du réflexe séculier de la France de chercher à encadrer l'Allemagne par l'alliance avec cette Europe Centrale-Orientale et avec ses peuples sur lesquels, la France a toujours eu une influence culturelle, civilisationnelle et politique et des liens très profonds qui les ont unis depuis le XVIII^e siècle jusqu'aux nos jours, et avec les

⁹ Frédéric Bozo, « 'Winners' and 'losers' France the United States and the End of the Cold War » in *Diplomatic History*, Vol 33, numéro 5, 2009, p. 927.

¹⁰ Quentin Peel, Michael Sturmer, « Interview with Hans-Dietrich Genscher », in *International Affairs*, vol 88, numéro 6, 2012, pp. 1215-1216.

pays pour la naissance desquels la France a pratiquement joué un rôle catalyseur pendant la Conférence de Paris de 1919. Dans le contexte de la rivalité franco-allemande, les alliances avec les pays de l'Europe Centrale-Orientale sont devenues un contrepoids à l'hégémonie d'outre-Rhin, un moyen par lequel la France espérait faire l'encadrement d'un colosse européen qu'elle jugeait dangereux et surtout menaçant à la fois pour ses propres intérêts et pour l'équilibre de l'Europe. C'est pour cette raison que dans le processus de prise de décisions de la politique étrangère (*foreign policy decision making process*) l'Europe Centrale-Orientale deviendra pour la France ce qu'on appelle une « carte mentale géographique ». Cette carte mentale a été toujours activée par un déclencheur, qui dans notre cas a été la méfiance envers l'engagement européen de l'Allemagne et son désir se refaire son *hinterland* économique, sa Mitteleuropa, la source de son élan hégémonique.

A partir de l'importance de cette carte mentale géographique qu'est l'Europe Centrale-Orientale, on peut comprendre la question un peu directe adressée par Mitterrand à Genscher, le ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne fédérale. De plus, le président français a encore des raisons d'être inquiet. Tout comme il le souligne au début de sa question à l'Allemand, il veut savoir si cette nouvelle Allemagne gardera son ancrage à l'Ouest, si elle continuera à être fidèle à ses promesses de pacifisme et de construction européenne. Depuis Adenauer, l'Allemagne fédérale a entamé son long processus de *Westbindung*, c'est-à-dire, d'ancrage à l'Ouest, pour accéder aux valeurs occidentales de la démocratie et du libéralisme parlementaire, et se positionner dans le giron de l'Otan. Longtemps à l'Ouest, et surtout en France, on a pensé qu'une éventuelle réunification (*Wiedervereinigung*) mettrait en danger les engagements occidentaux de cette nouvelle Allemagne, qui devant le succès de sa réussite historique peut-être céderait à la tentation d'un nouveau *Drang nach Osten*, et au lieu de l'option européenne, elle choisirait son *Sonderweg*. Telles étaient les dilemmes de François Mitterrand en 1988, la veille de *l'Annus mirabilis* 1989, car il savait qu'il serait le président français à qui reviendra la difficile tâche de gérer ces délicats événements, tout en gardant à l'esprit les intérêts de la France, et bien sûr de l'Europe.

Quand même, Mitterrand n'avait pas été le seul leader français à craindre le retour d'un colosse allemand imprévisible au coeur de l'Europe. Et il n'avait pas été le premier à penser aux anciennes alliances avec les pays de l'Est. Bien au contraire, même pendant la Cinquième République, malgré la division du continent en blocs idéologiques antagonistes, en dépit d'une Allemagne divisée en deux, et surtout malgré le fondamental partenariat franco-allemand, la diplomatie française s'était confrontée à la nécessité de trouver un contrepoids en Europe Centrale-Orientale. Tous ses prédécesseurs ont été animés par le même sentiment de

méfiance envers l'Allemagne fédérale. Quand on parle du célèbre partenariat franco-allemand, il faut toujours se méfier des clichés journalistiques, et des photos souriantes, car la vérité est bien plus complexe.

Après le départ d'Adenauer en 1963, Charles de Gaulle deviendra déçu et inquiet par la nouvelle équipe qui arrivera à Bonn. Ses relations avec Erhard seront d'une froideur inattendue et une véritable mésentente cordiale va s'installer entre les deux capitales. Et ce n'est pas par hasard que de Gaulle commencera de travailler à la construction d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural, par ses voyages à Moscou en 1966, à Varsovie en 1967 et finalement à Bucarest en 1968. Lorsque Charles de Gaulle réclame la construction pan-européenne, dépassant la rigidité d'un *statu quo* qui divise le continent en deux, il pense, en effet, à cette carte mentale de l'Europe Centrale-Orientale où il croyait qu'il pourrait faire revivre les alliances de l'entre-deux-guerres, ranimer ce qui autrefois avait été la Petite Entente. Derrière l'Europe de l'Atlantique à l'Oural se trouvait la nécessité pour de Gaulle de trouver une alternative au choix fait envers l'Allemagne (ou plutôt envers Adenauer qui n'était plus) en 1963 par la signature du Traité de l'Elysée. En plus, pour le Général, la France et l'Allemagne ne partageaient pas une communauté de destin face à l'Union soviétique, par contre elles auraient dû former une communauté d'intérêt contre les ambitions américaines¹¹. Quand même, pendant les années 60, au plus fort de la Guerre froide, les espoirs de de Gaulle seront déçus par le manque de résultats, d'ailleurs assez difficiles à obtenir en tenant compte du contexte de l'époque.

La relation froide entre de Gaulle et Erhard sera remplacée par celle désastreuse entre Pompidou et Willy Brandt. Pour le charismatique leader ouest-allemand, la France était une puissance de deuxième rang et il était convaincu que Bonn devrait traiter directement avec les deux grands, les Etats-Unis et l'Union soviétique. En plus, il ne cachait pas son désir de voir de Gaulle remplacé par Alain Poher, le contracandidat de Pompidou. De son côté, Georges Pompidou sera extrêmement agacé par l'*Ostpolitik* entamé par Brandt, tout en comparant le traité signé par Bonn et Moscou en 1970 à l'accord de la cessation de l'Alsace au Reich allemand, étant également choqué par le geste de Brandt de s'agenouiller à Varsovie toujours en 1970. Entre les deux hommes politiques et entre les deux pays s'installa seulement une « entente élémentaire¹². » Contrairement à la stratégie de Charles de Gaulle de raviver d'une manière directe les alliances de revers avec l'Europe Centrale-Orientale, la diplomatie

¹¹ Ulrich Lappenkuper, « Les Affaires étrangères : vers une position analogue sur les questions d'intérêt commun ? » in Corine Defrance, Ulrich Pfeil (dir.), *La France, l'Allemagne, et le traité d'Elysée 1963-2013*, Paris : CNRS Editions, 2012, p. 174.

¹² *Ibidem*, p. 185.

pompidoulienne changera de tactique. Effectivement, le Quai d'Orsay travaillait encore à la création d'une dimension pan-européenne, mais les Français ont compris que celle-ci doit être atteinte par tous les acteurs européens, d'un côté et de l'autre du Rideau de fer. L'aboutissement de ce travail acharné, complexe et sur plusieurs niveaux et s'étendant sur des années, de la part du Quai d'Orsay mènera à la grande Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe à Helsinki dont les travaux commenceront en 1973 et finiront en 1975. La nouvelle stratégie de la diplomatie française était d'élargir le cadre du dialogue entre l'Ouest et l'Est, et de cette sorte contrôler et atténuer *l'Ostpolitik* de l'Allemagne fédérale. Il était important pour la France de ne pas perdre son statut privilégié parmi les pays de l'Est, suite à la politique orientale de Bonn. Dans une certaine mesure, la détente qui suivra les Accords d'Helsinki sera une réponse à *l'Ostpolitik* entamée par Brandt. Et nous allons prouver dans les chapitres suivants comment la France jouera un rôle primordial, illustrant son leadership, mais surtout en analysant l'influence de l'héritage de cette stratégie sur la pensée de Mitterrand. A part la multilatéralisation des relations diplomatiques entre les deux côtés du rideau, à part le climat de détente instauré, les Accords d'Helsinki résoudront d'une manière définitive la question des frontières du bloc communiste par leur reconnaissance internationale, tant au grand gain de Moscou et de ses satellites, que de la France, car la division entre les deux Allemagne sera formellement reconnue, mais aussi la délicate frontière Oder-Neisse. En 1989, quand tout changeait et quand presque tout paraissait possible, et que la réunification allemande allait faire ressurgir la question de la frontière Oder-Neisse, Mitterrand utilisera toute son influence auprès de Kohl, et emploiera tous les moyens diplomatiques en faveur de la Pologne, afin de garder les traces de ce qui a été établi en 1975 à Helsinki, car il craignait le danger de voir la désintégration étatique de l'Europe Centrale-Orientale, et d'assister à la disparition des derniers vestiges d'une Europe faite en 1919 à la Conférence de Paris après la Première Guerre Mondiale.

La situation entre Paris et Bonn s'améliorera avec le couple Giscard d'Estaing – Schmidt, entre lesquels s'installera ce que les Allemands appelleront « *Vernunfttehe aus Neigung* » c'est-à-dire un mariage de raison par affinité¹³. Un considérable rapprochement entre les deux pays donnera à la construction européenne un coup d'élan décisif. En ce qui concerne l'Europe Centrale-Orientale, la France de Giscard d'Estaing s'engagera dans une présence économique plus accentuée. Après la détente idéologique, le président français

¹³ *Ibidem*, p. 192. cf. Kurt Becker, « Eine Vernunfttehe aus Neigung. Das Vertragswerk hat die europäische politische Landschaft dauerhaft geprägt », in *Die Zeit*, le 14 janvier 1983. lien en ligne [<http://www.zeit.de/1983/03/eine-vernunfttehe-aus-neigung>] consulté le 20 mars 2013

cherchera davantage la détente économique, et essaiera d'enraciner la présence hexagonale dans la marche des économies est-européennes. Il accordera une grande importance aux échanges commerciaux, car il appartenait à cette famille de politiciens libéraux qui savaient que le drapeau suit la marchandise d'un Etat.

On peut observer que bien avant l'arrivée au pouvoir de Mitterrand, l'Europe Centrale-Orientale restait une carte mentale pour la politique étrangère française de Charles de Gaulle jusqu'à Giscard d'Estaing, surtout dans le contexte des heurts franco-allemands et de l'inquiétante *Ostpolitik* faite par Bonn. Mais concernant le type de stratégie déployée envers cette région à partir de la question allemande, on peut distinguer deux approches différentes. D'abord une approche qui du point de vue des théories des relations internationales s'inscrit dans le paradigme réaliste. C'est l'approche de Charles de Gaulle qui depuis 1966 essaiera tant à Moscou, qu'à Varsovie et finalement à Bucarest de trouver une alliance de revers comme alternative à un partenariat franco-allemand considéré par lui comme un échec après l'arrivée d'Erhard. Fondamentalement opposé à une vision idéaliste des relations internationales, de Gaulle réclame une « Europe des (Etats-) Nations » étant contre toute construction surnationale. En plus, il retire la France du commandement politique de l'Otan pour mieux préserver son indépendance militaire, et poursuit son désir d'accéder à l'arme nucléaire, vue comme symbole de l'indépendance française.

La deuxième approche est celle de ses successeurs, Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing, et elle s'inscrit plutôt dans le paradigme constructiviste. Abandonnant pour l'instant l'idée des alliances de revers promue par de Gaulle à travers des relations bilatérales, la diplomatie française essaiera d'encadrer l'*Ostpolitik* de Bonn par l'élargissement du cadre du dialogue Est-Ouest dans le contexte des travaux de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe. Les Accords d'Helsinki seront une arme à deux tranchants. D'abord par la reconnaissance de l'inviolabilité des frontières tracées depuis la Deuxième Guerre Mondiale, de la division des deux Allemagnes. Ensuite, par la détente idéologique entre les deux blocs et parties de l'Europe qui empêchera l'Allemagne fédérale de faire cavalier seul à l'Est, et permettra à la France d'accroître sa présence économique et le poids de sa présence parmi les pays du bloc est-européen. En plus, les Accords de 1975 contribueront à la création de normes, de valeurs et finalement à un *modus vivendi* entre deux blocs qui paraissent sortir enfin d'un antagonisme figé pour construire ensemble des institutions pan-européennes à portée transnationales comme garantes d'un ordre réclamant (au moins de façon déclarative) la sécurité et la coopération.

On peut se demander si la politique étrangère de Mitterrand s'inscrit dans le paradigme réaliste ou celui constructiviste ? La réponse à cette question a suscité beaucoup de malentendus de la part des historiens et des analystes, qui se sont concentrés seulement sur une partie de ses caractéristiques.

C'est le but de notre recherche de montrer la source et la forme des manifestations de la politique étrangère de Mitterrand envers l'Europe Centrale-Orientale. La diplomatie de François Mitterrand envers l'Europe Centrale-Orientale, qui redeviendra une carte mentale géographique suite à la question de la réunification allemande, se trouve au carrefour, à la croisée de l'approche gaulliste, réaliste, et de celle poursuivie par Pompidou et Giscard d'Estaing, l'approche constructiviste. Seulement à travers la grille d'une analyse réaliste-constructiviste on peut comprendre les ressorts et les jalons de sa politique étrangère concernant la réunification allemande, la construction européenne (le congrès de Strasbourg de 1989) et finalement l'Europe Centrale-Orientale sortie du communisme et l'Union soviétique (le projet de confédération pan-européenne sera présenté le 31 décembre 1989).

Le fil d'Ariane que nous avons évoqué au début est une tresse faite par l'entrelacement des deux fils différents, celui du réalisme et celui du constructivisme. Par cette voie on peut comprendre de la part de Mitterrand, le désir l'accélérer l'intégration de la Communauté européenne, la nécessité de trouver un encadrement pour la réunification pacifique de l'Allemagne, et puis faire son ancrage dans les valeurs occidentales, d'éviter la désintégration d'une Europe Centrale-Orientale, fragilisée par la chute du communisme, mais aussi piégée par des nationalismes resurgissants (la tragédie yougoslave incarna son pire cauchemar du destin que toute cette région aurait pu subir) et bien sûr de trouver une nouvelle place pour l'Union soviétique. En effet, entre le projet de Mitterrand et le concept de Gorbatchev, « la maison commune européenne » il y avait beaucoup de similitudes, ce qui explique leur connivence pendant les années 1989-1991¹⁴.

Pour une transition réussie vers un nouvel ordre européen où la France pourrait trouver son rôle, Mitterrand savait qu'il devrait chercher une alliance de revers avec les pays sortis du communisme et en même temps les enraciner dans les valeurs de l'Occident, de la démocratie, de l'Etat de droit, et de la liberté, à travers son projet de Confédération paneuropéenne. La stratégie de Mitterrand était de combiner une présence française par des

¹⁴ Cf. Julie M. Newton, « Gorbachev, Mitterrand, and the Emergence of the Post-Cold War Order in Europe » in *Europe-Asia Studies, Special Issue: Perestroika: A Reassessment*, vol. 65, numéro 2, 2013, pp. 290-320.

traités bilatéraux en Europe Centrale-Orientale avec la création d'un cadre plus large pour un dialogue Ouest-Est afin d'éviter la désintégration de cette région et l'annulation du projet de la Communauté européenne par une balance puissance-normes.

La méthodologie du travail

Nous proposons une approche à la fois descriptive et analytique en utilisant des méthodes quantitatives, des méthodes qualitatives, et l'analyse du discours pour saisir et approfondir la portée de la dimension géopolitique, comprendre la rélevance des événements historiques et finalement pour décrypter à travers la psychologie cognitive les ressorts et les raisonnements de la diplomatie mitterrandienne envers l'Europe Centrale-Orientale dans le contexte de la question allemande.

1. Les méthodes quantitatives – à travers l'utilisation d'une vaste bibliographie consultée premièrement à Paris, notamment à la Bibliothèque Nationale Française – François Mitterrand et à la bibliothèque de l'Institut de Science Po et deuxièmement à Vienne, à la Bibliothèque de l'Université de Vienne
2. Les méthodes qualitatives – l'utilisation des sources trouvées sur les différentes niches de notre travail de recherche : la clarification identitaire de l'Europe Central-Orientale par l'intermède de ses différentes définitions, une analyse des rivalités géopolitiques franco-allemande autour de cette région, le rôle de la psychologie cognitive dans le processus de prise de décision, le déroulement chronologique des événements historiques
3. L'analyse du discours – on a employé l'analyse du discours dans le cas des acteur-décideur : François Mitterrand et Charles de Gaulle, et aussi dans le cas de l'acteur collectif, les maintes cellules diplomatiques au sein du Quai d'Orsay, tels le groupe Andréani pendant les travaux de la Conférence de Sécurité et Coopération Européenne et le groupe Musitelli pendant la promotion du projet de confédération mitterrandienne.

La structure de la recherche

Chapitre I - Comment et pourquoi l'Europe Centrale-Orientale est elle devenue une carte mentale géographique pour la politique étrangère française ?

Dans le premier chapitre nous nous proposons de définir la notion de cartographie cognitive et le terme de carte mentale géographique, révélant ainsi leur importance pour le processus de prise de décision de politique étrangère. Deuxièmement, nous évoquons la distinction faite par Arnold Wolfers concernant les buts de politique étrangère d'un Etat, qui selon sa classification peuvent être buts de milieu ou buts de possession. Ensuite à partir de ces notions, nous essayons d'offrir une définition et de trouver la location de la région de l'Europe Centrale-Orientale, en passant par ses multiples identités à travers l'histoire. A travers ce chapitre nous voulons montrer comment cette région est devenue une carte mentale géographique pour le buts de milieu la politique étrangère française à la fin d'un long processus de cartographie cognitive dont le déclencheur a toujours été la rivalité française avec l'Allemagne.

Chapitre II – Les buts de possession de la politique étrangère allemande envers l'Europe Centrale Orientale. L'emploi de l'économie comme une arme politique

Dans ce deuxième chapitre nous nous proposons de montrer comment la région de l'Europe Centrale-Orientale est également une carte mentale pour la politique étrangère allemande. Contrairement à l'approche français, pour l'Allemagne cette région est liée à ses buts de possession, s'agissant à la fois d'une possession économique que d'une possession territoriale. En apercevant cette région d' l'Europe Centrale-Orientale comme un hinterland économique nécessaire pour son essor industriel, l'Allemagne s'est toujours efforcée d'y créer une sphère d'influence afin de nourrir ses ambitions hégémoniques. Suite à des divers pertes territoriales tant après la Première Guerre Mondiale qu'après la Deuxième Guerre Mondiale, la politique étrangère allemande n'avait aucun choix que de mettre en place une politique orientale (*Ostpolitik*) pour recupérer les territoires perdus et traiter avec ses voisin de l'Est. Malgré les divers changements de régime, une constante de *l'Ostpolitik* a été l'emploi de l'économie comme force politique dans la poursuite de ses buts.

Chapitre III - L'avènement d'une diplomatie mitterrandienne d'inspiration gaullienne

La victoire de François Mitterrand semble marquer l'aube d'une nouvelle ère. Quoique pour la politique intérieure l'alternance de 1981 apporte beaucoup de changement, en ce qui concerne la politique étrangère le nouvel président socialiste doit faire preuve de prudence. Premièrement, il doit montrer sa loyauté envers ses alliés occidentaux et s'imposer aux demandes des Soviétiques, surtout sur la question des missiles SS20. Deuxièmement, tout comme De Gaulle autrefois, il doit faire tout le possible pour éviter une neutralisation de l'Allemagne fédérale, et il se montre un bon partenaire pour le nouveau chancelier Kohl, soutenant le déploiement des missiles américains sur le sol de la RFA. Mais dès que l'orage s'éloigne, il fait un acte d'équilibrage dans la plus pure tradition gaullienne, et il cherche à renouer ses relations avec l'Europe Centrale-Orientale, en témoignant ainsi l'indépendance de son pays sur la scène internationale. Ses rencontres avec Gorbatchev vont nourrir ses prémonitions sur l'avènement d'un nouvel ordre européen et sur la nécessité d'un retour français dans la région.

Chapitre IV- La diplomatie mitterrandienne pendant la fin de la Guerre froide

A la fin des années '80, devant à la rapidité avec laquelle les événements se déroulent, Mitterrand est de plus en plus convaincu qu'un certain encadrement de l'Allemagne s'impose. Suivant toujours la tradition gaullienne, il entame une tournée dans les pays est-européens afin d'augmenter la présence française, depuis longtemps concurrencée par celle allemande et pour montrer son support aux leaders réformistes, gorbatchéviens de la zone. Mais devant les changements qui sont en train de produire, l'approche gaullienne ne sert plus. Mitterrand est obligé de penser une nouvelle schéma pour accommoder une possible réunification allemande. Désormais, le but de la diplomatie mitterrandienne est de gérer cette réunification dans une manière pacifique et démocratique afin d'éviter un éclatement de la construction européenne et un retour de la nouvelle Allemagne vers l'Est afin de refaire son sphère d'influence. Pour éviter un tel dénouement, Mitterrand met en place une stratégie différente de la précédente, celle-ci comportant deux volets. D'abord, par l'ancrage de l'Allemagne à la construction européenne, demandant en retour d'une acceptation de la réunification, le sacrifice de sa monnaie, le *Deutsche Mark*, et un engagement allemand pour un approfondissement communautaire. Et ensuite, par l'encadrement de la réunification dans une confédération pan-européenne, dont le but était de concurrencer l'influence allemande dans

l'Europe Centrale-Orientale et d'empêcher l'éclatement de la zone suite à la réapparition des haines nationalistes après la chute du communisme.

Chapitre V - Le décryptage de la diplomatie de François Mitterrand envers l'Europe Centrale-Orientale

Ce chapitre est dédié au décryptage des ressorts de la pensée diplomatique de Mitterrand envers l'Europe Centrale-Orientale, un enjeu pour les relations franco-allemandes et pour la stabilité européenne, une région essentielle pour les buts de milieu de la France. On employant des notions appartenant à la psychologie cognitive, nous essayons de montrer comment l'approche de Mitterrand envers cette est piégé par un processus de cartographie cognitive vicié. La première erreur réside dans la perception éronnée qu'il se forme sur cet environnement. A partir de cette perception éronnée, il fixe des objectifs qu'il ne peut pas les accomplir par l'intermède des moyens qu'ils utilisent. Cette approche particulière de la diplomatie mitterrandienne se trouve au carrefour de deux école de pensée. D'un côté la géopolitique cognitive (*Cognitive Geopolitics*), qui met l'accent sur le décideur seul et ses réactions aux perceptions, une école de pensée par la grille d'analyse de laquelle nous pouvons identifier l'héritage gaullien chez Mitterrand. Et de l'autre côté, la géopolitique critique (*Critical Geopolitics*) qui met l'accent sur l'acteur collectif, sur l'importance de l'intersubjectivité, tout en soulignant le rôle de l'agence humaine, et l'influence du discours normatif. Ainsi, nous concluons qu'après la perception éronnée de la région, la deuxième erreur de Mitterrand réside dans son intention d'atteindre des objectif de géopolitique critique par des moyens gaulliens.

CHAPITRE I

Comment et pourquoi l'Europe Centrale-Orientale est devenue une carte mentale géographique pour la politique étrangère française ?

Parmi les conséquences les plus lourdes de la Deuxième Guerre Mondiale, à part les pays ravagés par le conflit, l'anéantissement des économies et des sociétés, ou l'effroyable perte des vies humaines, on peut compter aussi cette division du monde entre deux blocs rivaux, antagonistes, se guettant l'un l'autre, essayant toujours de découvrir les faiblesses, les

limites et les intentions de l'autre. C'est un drôle de monde, car il a beau vivre au milieu du siècle de la vitesse, ses frontières restent verrouillées et cadencées par les angoisses qui se cachent derrière les prises de décisions politiques. Les sources de ces angoisses sont multiples. Soit il s'agit du conflit idéologique, soit de l'imminence de la réouverture des hostilités à peine closes, ou bien plus terrifiant, de la psychose d'une guerre nucléaire exterminatrice. Ces craintes font que les frontières de la Guerre froide sont bien gelées. C'est l'époque des sentinelles, des gardiens, c'est l'époque du Checkpoint Charlie, des barbelés, du rideau de fer et des transfuges. Dans ces conditions pour connaître l'autre, il faut l'imaginer. Ce n'est pas par hasard que c'est dans le contexte de la Guerre froide¹⁵ que le concept de « carte mentale » ou « carte cognitive » fait son apparition dans les milieux universitaires américains, à la croisée des études en psychologie et en géographie. Fortement influencé par la psychologie *Gestalt*, ce terme de carte cognitive sera repris par les études behavioristes des années 60 et 70 pour être utilisé bientôt dans le domaine des sciences politiques, de la sociologie et de l'anthropologie¹⁶ et finalement dans celui de l'analyse de la politique étrangère (en anglais, *foreign policy analysis* ou FPA).

Etant employé dans tellement de domaines de recherches, ce terme peut être soumis à la tentation de recevoir plusieurs définitions dans des contextes variés, selon les différents buts de son usage. L'une des définitions la plus précise et objective est celle qui nous dit que « *une carte cognitive est une construction mentale qui nous utilisons pour comprendre et connaître un environnement ... Les cartes cognitives, cependant, ne sont pas seulement un ensemble de structures mentales spatiales indiquant la position relative; elles contiennent des valeurs d'attributs et de significations*¹⁷. »

Une définition plus complexe qui souligne l'importance d'une telle « carte » pour le décideur politique, en nous éclairant le fait qu' : « une carte cognitive fait appel à un ensemble spécifique de croyances et de leurs interdépendances telles qu'elles existent dans l'esprit du décideur concernant certains aspects de l'environnement¹⁸ ». Cet ensemble spécifique des croyances sur les certains aspects de l'environnement se forment suite à un processus appelé

¹⁵ Cf. Dr. Casey Steven, Jonathan Wright (dir.), *Mental Maps in the Early Cold War Era, 1945-1968*, Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2011, 327 p.

¹⁶ Cf. Les Roberts (dir.), *Mapping Cultures : Place, Practices, Performance*, Basingstoke :Palgrave Macmillan, 2012, 296 p.

¹⁷ Robert M. Kitchin, « Cognitive Maps: What Are They and Why Study Them? » in *Journal of Environmental Psychology*, vol 14, numéro 1, 1994, p. 2.

¹⁸ Jerel A. Rosati, « A Cognitive Approach to the Study of Foreign Policy » in in *Foreign Policy Analysis: Continuity and Change in the Second Generation*, Laura Neack, Patrick J. Haney, and Jeanne A.K. Key(dir.), Englewood Cliffs, N.J. : Prentice Hall, 1995, pp. 56-57.

« cartographie cognitive » (cognitive mapping). Selon les définitions de Roger Downs et David Stea :

« L'individu reçoit des informations à partir d'une source complexe, incertaine, changeante et imprévisible via une série de modalités sensorielles imparfaites, fonctionnant sur différentes périodes de temps et intervalles entre les périodes de temps. De cette diversité, la personne doit utiliser les informations agrégées pour former une représentation complète de l'environnement. Ce processus d'acquisition, de fusion et de stockage est la cartographie cognitive, et le produit de ce processus à tout moment peut être considéré comme une carte cognitive ... Tenant compte de la carte cognitive, l'individu peut formuler la base d'une stratégie de comportement environnemental. Nous considérons la cartographie cognitive comme un élément fondamental dans l'adaptation de l'homme, et la carte cognitive comme une condition nécessaire pour l'homme à la fois pour le comportement dans l'environnement quotidien et pour la survie humaine¹⁹ ».

Il y a une certaine synonymie entre la carte cognitive et la carte mentale, et simplifiant les données on peut affirmer que la dernière peut être réduite à la formule «*carte mentale = perception + imagination²⁰* ».

Le terme de carte mentale sera récupéré par une branche des sciences politiques, plus précisément par le domaine de l'analyse des politiques étrangères (*foreign policy analysis*), les études des relations internationales et le concept de carte mentale géographique (*geographical mental map*) qui a été pour la première fois énoncé et défini dans le contexte de l'analyse de la politique étrangère en 1980 par Alan Henrikson dans son article pionnier « The Geographical Mental Maps of American Foreign Policy Makers ». Premièrement, Henrikson définit les cartes mentales géographiques comme : « *une structure ordonnée, mais une adaptation permanente de l'esprit (alternativement conçue comme un processus) par rapport à laquelle une personne acquiert, codifie, enregistre, rappelle, réorganise et applique dans la pensée ou dans l'action, l'information sur l'ampleur de son environnement géographique, en partie ou dans son intégralité²¹* ».

¹⁹ Roger M. Downs, David Stea, « Cognitive Maps and Spatial Behaviour : Process and Products », 1973, in Martin Dodge, Rob Kitchin, Chris Perkins, (dir.) in *The Map Reader : Theories of Mapping Practice and Cartographic Representation*, John Wiley and Sons, 2011, p. 313.

²⁰ Sandra Breux, Min Reuchamps, « Introduction » in Sandra Breux, Min Reuchamps, Hugo Loiseau (dir.) *Carte mentale et science politique, Regards et perspectives critiques sur l'emploi d'un outil prometteur*, Bruxelles: Peter Lang, 2011, p. 10.

²¹ Alan K. Henrikson, « The Geographical 'Mental Maps' of American Foreign Policy Makers » in *International Political Science Association*, vol. 1, numéro 4, 1980, p. 498.

C'est-à-dire Henrikson relève la double dimension d'une carte mentale, premièrement celle psychologique, cognitive et deuxièmement celle géographique, voire géopolitique. Immédiatement, Henrikson introduit un élément essentiel pour la compréhension d'une carte mentale, en affirmant que l'apparition d'une carte mentale est provoquée ou induite à travers l'action d'un *déclencheur*. Selon ses propres mots :

« Les cartes mentales, dont les homologues psychologiques sont des modèles de synapses dans la masse des cellules du cerveau, sont souvent latentes. Elles peuvent être considérées comme «déclenchées» quand une personne prend une décision spatiale, c'est à dire lorsque l'individu est confronté à un problème qui l'oblige à choisir parmi les mouvements alternatifs dans l'espace²² ».

Une carte mentale n'est pas seulement un enregistrement cognitive des images, des sensations ou des expériences passées ou présentes, un simple collage produit par notre cerveau par le philtre de la sensibilité de chacun. Pour Henrikson, les cartes mentales géographiques sont :

« des systèmes d'orientation, plus ou moins non-spécifiques; elles ne sont pas des impressions de lieux particuliers. Elles ne doivent donc pas être limitées à des situations qui peuvent être perçues directement, ni à des endroits qui ont été perçus. Elles donnent des indications dans des situations, si comparables, qui sont nouvelles. Elles ne sont pas simplement un souvenir d'expérience, elles sont l'anticipation de celle-ci²³ ».

Déjà avec les contributions d'Alan Henrikson, nous avons deux éléments nouveaux à partir de la définition classique d'une carte mentale. Selon lui, une carte mentale a un déclencheur et elle prend le rôle d'anticipateur à partir de l'expérience passée. En ce qui concerne la deuxième dimension de la carte mentale, celle-ci est liée à la notion de l'environnement, celui-là étant compris comme espace géographique, base du processus de cartographie cognitive. Tout comme l'affirme Colin Flint :

« La géopolitique crée des images : la géopolitique, en théorie, langage, et pratique, classifie des portions de territoire et des masses de gens : par exemple, La guerre froide était un conflit sur le contrôle du territoire qui a été provoqué et justifié par des images sur une base géographique du rideau de fer et le monde libre et la menace du communisme dans la

²² *Ibidem*, p. 498.

²³ *Ibidem*, p. 500.

perspective de Gouvernement de l'Ouest et l'impérialisme de l'Amérique du point de vue de l'Union soviétique²⁴ ».

Ainsi nous constatons que les cartes mentales géographiques « *sont utiles pour mettre en évidence la prise de conscience, des images, des informations, des impressions et des croyances que les individus et les groupes ont sur les aspects élémentaires, structurels, fonctionnels et symboliques des environnements physiques, sociaux, culturels, économiques et politiques, à la fois réels et imaginés²⁵ ».*

Or cet environnement réel et imaginé, dans la complexité des valences énumérées ci-dessus (physiques, sociales, structurelles, etc.) c'est l'environnement compris dans les coordonnées des paramètres géographiques. Tel est le cas de l'Europe Centrale-Orientale, une région qui devient une carte mentale géographique, à la fois réelle et imaginée, mais seulement à partir d'un environnement, d'un espace géographique qui est soumis à un processus cognitif d'objectivation, de réification de la part des ceux qui regardent vers lui. Il faut préciser que cette carte cognitive n'est pas parfaite ou dépourvue d'un jugement erroné. Bien au contraire, l'erreur est plus que probable parce que la carte mentale s'appuie sur « des informations avec ses implications de vérité et validité, mais en même temps sur des croyances appuyées sur des prémisses partiels, incomplets ou délibérément trompeurs ²⁶ » (*intentionally misleading*). Mais cela ne signifie pas qu'elle n'est pas employée, malgré ses imperfections. D'ailleurs, il est impossible de se passer d'elle, surtout dans le domaine complexe de la prise de décision en politique étrangère. En dépit des imperfections qu'un tel processus suppose, de la cartographie cognitive, l'emploi d'une carte mentale géographique est nécessaire pour un décideur de politique étrangère. A cause de l'impossibilité pour n'importe quel être humain, politicien ou non, d'englober la complexité du monde, le besoin de faire appel à une « construction cognitive spatiale²⁷ » s'impose.

²⁴ Colin Flint, *Introduction to Geopolitics*, London: Routledge, 2006, p. 13.

²⁵ Luis de Vinha, « Assessing the Conceptual Goodness of Geographic Mental Maps for Foreign Policy Analysis » in *Romanian Review of Political Geography*, 2011, numéro 2, p. 137. apud G. Moore and R. Golledge, « Environmental Knowing: Theories and Concepts » in G. Moore, R. Golledge, (dir.) *Environmental Knowing: Theories, Research and Methodes*, Stroudsburg, Pennsylvania: Dowden, Hutchinson and Ross, 1976, p. 5.

²⁶ *Ibidem*, p. 137. apud Moore and Golledge, *op.cit.*, p. 5.

²⁷ *Idem*, « Acquiring Geographic Knowledge in International Politics » in *Universitas: Relações Internacionais*, Vol. 8, numéro 2, 2010, p. 5

Tout comme Henrikson l'explique, « les décisions qui mènent à l'action politique sont prises dans le monde plus amorphe, plus nuancé de la carte mentale²⁸ », celle-ci étant un système d'orientation dans le processus décisionnel de la politique étrangère. Ce qui est fondamental dans ce système c'est la façon dont l'acteur imagine l'environnement, et non pas comment il est réellement²⁹. Or, ainsi d'une certaine façon, on revient à la formule représentation = perception plus imagination. L'importance des cartes mentales géographiques est liée au fait qu'elles renseignent le décideur politique sur le cadre de l'espace géographique, de l'environnement où sera implémentée sa décision de politique étrangère.

En somme, pour résumer, une carte mentale géographique est l'aboutissement, le résultat d'un processus cognitif, suite à un déclencheur, elle est nécessaire pour la compréhension des informations, l'orientation dans le cadre du système international et l'anticipation des événements, la carte mentale servant au décideur comme source et en même temps terrain pour la mise en place d'une politique étrangère particulière.

Tout comme nous allons l'analyser dans les chapitres suivants, la région de l'Europe Centrale-Orientale deviendra une carte mentale pour la politique étrangère européenne du président François Mitterrand à la fin des années 80 et au début des années 90. L'événement déclencheur de cette carte mentale latente sera la réunification allemande, qui amplifiera les convictions de Mitterrand sur la nécessité d'un retour français dans la région pour assurer l'encadrement d'un potentiel hégémonique allemand. Partant des antécédents que les situations qu'une Europe Centrale-Orientale sous domination allemande a eues sur la marche de l'Europe, mais aussi pour la sécurité de la France, il envisagera l'indésirable scénario d'une abstention française concernant la gestion de cet événement historique que sera la réunification allemande. Les conséquences de ce scénario auraient été à son avis, le revirement des nationalismes dans la région, continuant le déchirement des frontières des Etats-Nations est-européens établies à la Conférence de Paris en 1919, dont la nouvelle configuration avait été reconnue à la Conférence européenne pour la coopération et la sécurité à Helsinki en 1975, toute cette architecture étatique s'écrasant sous le poids d'une prééminence allemande retrouvée. Une hégémonie d'un nouvel Etat avec 80 millions d'habitants, tenté peut-être d'abandonner ses engagements européens, retourner à son tropisme vers l'Est, son *Drang nach Osten*, et faire capoter la construction européenne

²⁸ Alan Henrikson, *op.cit.*, p. 497.

²⁹ Luis de Vinha, *op.cit.*, p. 138 apud Margaret Sprout, Harold Sprout, « Geography and International Politics in an Era of Revolutionary Change » in *Journal of Conflict Resolution*, vol. 4, numéro 1, 1960, p.147.

entamée après la Deuxième Guerre Mondiale, et finalement faire périliter la position de la France.

Ce que nous devons observer premièrement c'est la perdurance de cette région, de l'Europe Centrale-Orientale comme carte mentale géographique pour la politique étrangère française, une perdurance qui vient d'un lien forgé depuis des siècles entre elle et la France. Mais immédiatement après nous devons voir le fait que pour l'Allemagne aussi l'Europe Centrale-Orientale est une carte mentale de sa politique étrangère. La double posture de carte mentale de cette région tant pour la France que pour l'Allemagne, la dualité dérive du fait que la France a des « buts de milieu » tandis que l'Allemagne a des « buts de possession » envers l'Europe Centrale-Orientale. Selon Arnold Wolfers, ce qu'il appelle des « buts de milieu » sont des buts indirects, plutôt abstraits et cherchant à améliorer le milieu international, c'est-à-dire le système où se déroulent les interactions entre les Etats. Or, pour la France un système continental désiré aurait été un système où l'Allemagne aurait été encadrée et soumise à un certain contrepois.

En revanche, « les buts possession » sont des buts directs et pratiques, des buts de compétitivité demandés par les Etats qui les perçoivent comme nécessaires à leur épanouissement ou encore à leur intégrité³⁰. L'historien Jean-Baptiste Duroselle nous éclaire sur cette distinction faite par Arnold Wolfers tout en précisant que « les buts de possession » tendent vers l'acquisition de quelque chose (territoire, bénéfice économique ou moral). Les « buts de milieu » visent à organiser le milieu international au delà des frontières de l'Etat³¹.

Dans les chapitres suivants, nous allons voir comment cette dualité détermina la stratégie employée par François Mitterrand envers l'Europe Centrale-Orientale, carte mentale géographique tant pour la France que pour l'Allemagne. Mais d'abord, nous devons essayer de définir et localiser cette Europe Centrale-Orientale, zone aux identités multiples et paradoxales, aux contours incertains et frontières changeantes.

³⁰ Mark Gilbert, « The Astuteness and Anxieties of a Second-Rank Power » in Robin Tiersky, John Van Oudenaren (dir.) *European Foreign Policies: Does Europe Still Matter?*, Plymouth : Rowman & Littlefield, 2010, p. 245.

³¹ Jean-Baptiste Duroselle, « Théorie des relations internationales : un livre d'Arnold Wolfers » in *Revue française de science politique*, Vol. 13, Numéro 1, 1963, p. 188.

La formation d'un lieu de mémoire. L'Europe Centrale-Orientale entre définitions et identités multiples

Parler de l'Europe Centrale-Orientale est toujours une entreprise délicate et tortueuse premièrement à cause des différents sens que ce terme peut prendre, deuxièmement en raison de la difficulté de la localiser précisément du point de vue géographique et troisièmement à la suite des legs historiques que ce terme porte avec lui. A vrai dire, l'Europe Centrale-Orientale a d'abord une valence historique et seulement après une identité géographique, tout comme allait très bien le découvrir en 1983 l'écrivain tchèque, exilé à Paris, Milan Kundera. Lors d'une interview pour la revue *Le Débat* en septembre 1983, et intitulé « Un Occident kidnappé et la tragédie de l'Europe centrale » qui sera repris l'an suivant dans ce *New York Times* (1984) sous le titre « The Tragedy of Central Europe », il affirmait d'un ton élégiaque que l'Europe Centrale est en réalité un « Occident kidnappé » qui se trouve « géographiquement au centre, culturellement à l'Ouest et politiquement à l'Est³². » Il continuait en donnant lui-même une définition à cette région en expliquant que :

« L'Europe Centrale n'est pas un Etat, mais une culture ou un destin. Ses frontières sont imaginaires et doivent être tracées et retracées à partir de chaque situation historique nouvelle...ce qui définit et détermine l'ensemble centre-européen ne peut donc pas être les frontières politiques qui sont inauthentiques, toujours imposées par des invasions, des conquêtes, et des occupations), mais les grandes situations communes qui rassemblent des peuples, et les regroupent toujours différemment, dans des frontières imaginaires et toujours changeantes, à l'intérieur desquelles subsistent la même mémoire, la même expérience, la même communauté de tradition.. L'Europe Centrale en tant que foyer des petites nations a sa propre vision du monde, vision basée sur la profonde méfiance envers l'Histoire... cette déesse de Hegel et de Marx, cette incarnation de la Raison, qui nous juge et nous arbitre (et qui) est l'Histoire des vainqueurs. Or, les peuples centre-européens ne sont pas des vainqueurs³³. »

Le terme d'Europe Centrale est-il synonyme de celui de *Mittleuropa* ? Alors quelle est la différence entre *Mittleuropa* et *Zentraleuropa* et quand devons-nous utiliser l'expression « l'Europe de l'Est » ? Nous avons conclu que cette région, cette zone de friction

³² Jacques Rupnik, « L'Europe de l'Est, entre élargissement et protectorat », in Elie Barnavi, Paul Gossens(dir.) *Les frontières de l'Europe*, Bruxelles : Editions De Boeck et Larcier, 2001, p. 211.

³³ Milan Kundera, « Un Occident kidnappé ou la tragédie l'Europe centrale », in *Le Débat*, numéro 27, 1983, pp. 8-9.

des empires n'appartenait pas à une réalité géographique bien définie. Le terme de Mitteleuropa est plutôt une définition pour la diffusion des cultures germaniques aux confins de l'ancien Empire romain-germanique. Plus tard, et nous l'analyserons dans les lignes suivantes, ce terme arrivera à incarner les tendances expansionnistes allemandes, pan-germanistes (au sens large du terme) d'abord du point de vue économique et ensuite territorial. Mitteleuropa devient ainsi un concept géopolitique, expliqué comme une nécessité de la politique étrangère de l'Allemagne avant 1945. C'est pourquoi de nos jours, les historiens et les politiciens allemands sont plutôt réservés pour l'employer. Par contre, ils utilisent plutôt les termes de *Zentraleuropa* ou *Ostmitteleuropa*, qui sont vidés de connotations négatives du passé et plus proches du terme anglais de East-Central Europe. Comme l'explique l'historien polonais Krzysztof Pomian :

« Le terme de Mitteleuropa conserve pour une oreille centre-européenne des connotations désagréables, parce qu'il s'associe très fortement avec l'idée d'une Europe centrale allemande ; allemande, sinon en termes ethnico-culturels — encore qu'il y ait eu cette vision de l'Europe centrale et orientale, liée aux colonisations allemandes —, du moins en termes économiques. Dans cette perspective, la Mitteleuropa joue le rôle de hinterland nécessaire à l'économie allemande. Aussi le terme n'est-il pas particulièrement sympathique pour quiconque a une mémoire historique. Je ne voudrais vraiment pas présenter Naumann comme un inspirateur de la politique du gouverneur général Franck — mais il faut bien dire que ses idées ont été mises en œuvre par les nazis de la manière que l'on sait³⁴. »

Cet intérêt allemand pour l'Europe Centrale-Orientale s'était déjà manifesté depuis le XIV^e siècle par voie de pénétration religieuse et économique façonnant ce que plus tard pendant le XVIII^e et le XIX^e siècle les historiens ont appelé le « Drang nach Osten » qui demeure même aujourd'hui. D'une certaine manière, la vision de Naumann (le personnage évoqué par Pomian, qui est aujourd'hui récupéré par le FDP, le parti libéral allemand, car la fondation culturelle de ce parti porte son nom – Friedrich Naumann Stiftung) sera une sorte de systématisation de plusieurs visions et perceptions allemandes envers cette région et en même temps une feuille de route pour la mise en place d'un empire informel de domination économique.

³⁴Krzysztof Pomian, « L'Europe centrale : essais de définition », in *Revue germanique internationale*, 1, 1994, p. 15.

Pour comprendre la dynamique des relations entre la France et l'Europe Centrale-Orientale de la deuxième moitié du XIX^e siècle jusqu'à la Première Guerre Mondiale, nous devons faire trois distinctions claires entre a) le rayonnement culturel, b) l'action politique et c) l'intérêt scientifique.

Il faut dire quand même qu'en ce qui concerne les positions politiques proprement dites prises par les différents gouvernements, que la France a eues pendant la guerre sur la réorganisation de l'Europe Centrale après la guerre, les choses sont un peu plus nuancées, la période 1917-1918 étant décisive de ce point de vue. Au début de la guerre, les dirigeants français n'avaient pas envisagé d'accorder un soutien trop large aux nations de l'Europe Centrale-Orientale pour plusieurs raisons. D'abord ils ne jugeaient pas utile la disparition de l'Autriche-Hongrie espérant plutôt la fédéralisation et la démocratisation de la Double Monarchie, et son utilisation comme contrepoids à l'Allemagne. Ensuite, internationaliser la question des nationalités, surtout à cause de la question des Polonais qui aurait causé beaucoup d'embarras à son précieux allié de l'Est, l'Empire russe³⁵.

Le but de la France était *grosso modo* de mettre en place les quatre piliers de sa future politique étrangère en Europe Centrale. Après la Pologne et la Tchécoslovaquie, Paris comptait sur une Roumanie agrandie et un nouveau royaume des Slaves du Sud (la future Yougoslavie) pour renforcer son dispositif sécuritaire tant contre l'Allemagne que contre la Russie qui plongeait de plus en plus dans l'anarchie, en créant un cordon sanitaire s'étendant de la mer Baltique jusqu'Adriatique et la mer Noire³⁶.

Un certain esprit géographique avait prévalu, celui de la tradition vidalienne, qui sera appelé à partir de 1922 comme « possibilisme ». A travers cet esprit géographique, la France, outre son influence diplomatique et militaire, manifesterait une influence épistémologique. Cette nouvelle Europe était dans une certaine mesure aussi la création de l'école française de géographie politique. Contrairement à une école allemande et anglaise de géopolitique, l'école française de géographie politique n'a pas connu la célébrité dont les premières ont bénéficié. Pourtant, l'influence du fondateur de la géographie moderne en France, Pierre Vidal de la Blache avait été considérable dans ce domaine. Mais pour comprendre le possibilisme nous devons définir ce qu'il essaie de combattre, c'est-à-dire le déterminisme ratzelien. Le déterminisme prôné par Friedrich Ratzel, fondateur de l'école allemande de géographie

³⁵ Georges-Henri Soutou, « Les grandes puissances et la question des nationalités en Europe Centrale et orientale pendant et après la Première Guerre Mondiale : actualité du passé ? » in *Politique Etrangère*, numéro 3, 1993, pp. 702-703.

³⁶ Traian Sandu, « La présence française en Europe Centrale dans l'entre-deux-guerres » in *Revue d'Europe Centrale*, tome III, numéro 2, 1995, pp. 147-150.

humaine, était un déterminisme selon lequel l'environnement physique est celui qui détermine soit directement ou indirectement, le comportement de l'homme, ses actions, son habitat, et ses modes de vie. Pour les adeptes du déterminisme, l'environnement est supérieur à l'homme, celui-ci étant un acteur passif dont les décisions sont soumises aux facteurs extérieurs de l'environnement. Pour les déterministes, l'histoire, la culture, les styles de vie, ou les étapes du développement d'un groupe social sont considérablement déterminés par l'environnement à partir d'un rapport stimulus-réponse³⁷. Suivant le raisonnement déterministe qui privilégie l'importance de l'environnement sur l'homme, l'Europe Centrale-Orientale, une région éminemment agricole, fournissant des matières premières, sera liée par une complémentarité à l'espace industriel allemand, composant un hinterland pour le géant économique incarné par l'Allemagne, d'autant plus que la zone était peuplée par des minorités allemandes.

Contrairement à la pensée naturaliste allemande imprégnée par le déterminisme ratzelien, dont les différences peuvent être vues dans le tableau 1.1, Paul Vidal de la Blache affirme que l'homme peut maîtriser l'environnement physique grâce à sa culture et à la technologie et échapper à toute prédestination, qu'elle soit déterminée par l'environnement physique ou non³⁸. Et c'est précisément dans cette nouvelle Europe Centrale-Orientale que l'école française de géographie politique trouva l'objet de ses études et recherches, mais aussi la validation de ses théories et d'un nouveau paradigme, car elle était reconstruite à partir du principe d'autodétermination des nationalités et « *ces aspirations nationales étaient non seulement légitimes, mais aussi conformes à la nouvelle marche de l'histoire*³⁹ ».

Mitterrand nourrissait la peur que l'Europe post-1989 soit en effet une Europe pré-1914 ; c'est-à-dire une Europe anti-vidalienne, une région qui succomberait sous le poids de la réunification allemande, et s'enfoncerait dans un déchirement territorial. La veille de la chute du Mur de Berlin, le statut de la frontière Oder-Neisse était encore sous le signe de l'ambiguïté ; des frictions considérables existaient entre la Roumanie et la Hongrie concernant la sort de la Transylvanie, et après 1989 la Yougoslavie (par la guerre) et la Tchécoslovaquie (par le consensus) seront démantelées. Avec ces nouvelles données, la question qui surgissait était : quelles seront les visées de cette Allemagne réunifiée sur l'Europe Centrale-Orientale et quelles seront les options de la France pour sauver le projet européen, assurer la pacification

³⁷ Lalita Rana, *Geographical thought*, New Delhi: Concept Publishing Company, 2008, p. 387.

³⁸ Mariusz Czepczynski, *Cultural Landscapes in Post-Socialist Cities: Representations of Powers and Need*, Hampshire: Ashgate Publishing, 2012, p. 19.

³⁹ Yannick Muet, « Les géographes et l'Europe. L'idée européenne dans la pensée géopolitique française de 1919 à 1939 », Genève: *Editions de l'Institut européen de l'Université de Genève*, 1998, p. 58.

de l'Allemagne, et empêcher le démembrement de ces Etats qui venaient de sortir du communisme, et bien sûr comment trouver un nouveau rôle dans le nouvel ordre européen et mondial.

A la veille de la réunification allemande que Mitterrand avait anticipée depuis 1986, l'Europe Centrale-Orientale redevient une carte mentale géographique pour le président français, comme elle l'était autrefois pour ses prédécesseurs. C'est l'intention de notre recherche d'analyser les particularités et les innovations de la stratégie mise en place par la diplomatie mitterrandienne face aux défis des changements continentaux qui conclueront les années 80 et sa poursuite de ses buts de milieu.

CHAPITRE II

LES BUTS DE POSSESSION DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ALLEMANDE ENVERS L'EUROPE CENTRALE-ORIENTALE

Lors d'une rencontre entre les socialistes européens à la fin des années 70, un échange de mots a lieu entre le chancelier de l'Allemagne fédérale, Willy Brandt, et le chef de l'opposition socialiste française de l'époque, François Mitterrand, dans un train qui transportait les deux de Stuttgart à Mayence. Le premier dit au second : « Je suis sans doute le dernier (chancelier) Allemand du Nord à accepter l'Europe latine⁴⁰. » On ignore si à la fin de l'année 1989 Mitterrand s'est souvenu de cette rencontre d'autrefois avec Brandt, mais assurément devant l'œuvre que le chancelier Kohl était sur le point de parachever, il était conscient que des changements profonds dans la géopolitique européenne étaient en train de se produire et que les centres de gravité du continent allaient se déplacer. Mais « l'Europe latine » était-elle en danger, devant l'apparition d'un nouveau colosse au sein du continent ? A vrai dire, malgré le fait qu'elle se déroulait après presque un demi-siècle après la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, et après la défaite de l'Allemagne nazie, la réunification allemande suscitait beaucoup de craintes dans l'opinion publique, mais aussi dans les chancelleries occidentales, surtout en Grande-Bretagne. Margaret Thatcher déploiera une opposition acharnée avec des épisodes mêmes farouches contre la réunification parce qu'elle craignait que cette réunification signifie le pire tant pour son pays que pour l'Europe. Elle

⁴⁰ Jean Lacouture, *Mitterrand, une histoire de Français. Tome 2 Les vertiges du sommet*, Paris: Editions du Seuil, 1998, p. 109.

aurait voulu une prise de position contraire de la part de Gorbatchev et Mitterrand et plus tard elle reprochera au dernier de manquer de fermeté contre un tel projet⁴¹. Cette réunification sera présentée dans la presse britannique, mais aussi dans celle française, comme la possibilité d'un retour de la puissance prussienne, de l'agressivité allemande, du désir de refaire la sphère d'influence allemande en Europe Centrale-Orientale, la dite Mitteleuropa, c'est-à-dire l'Europe de l'Est qui commençait à sortir de sa captivité communiste d'au-delà du rideau de fer. Malgré les critiques de la Dame de fer, Mitterrand était préoccupé par les conséquences de cet acte historique qui était en train de se dérouler, mais contrairement à elle, le président français ne s'opposait pas à ce processus, parce que selon ses propres avis :

« Réunifier l'Allemagne est la préoccupation de tous les Allemands. C'est assez compréhensible...L'aspiration des Allemands à l'unité me paraît légitime ; mais elle ne peut se réaliser que pacifiquement et démocratiquement... Il est juste que les Allemands aient la liberté de choix. Mais le consentement mutuel entre l'Union soviétique et les puissances de l'Ouest supposera un vrai dialogue⁴² ».

En revanche, il avait ses propres craintes qui déclencheront ce que nous avons appelé la carte mentale géographique que l'Europe Centrale-Orientale a été pour la France depuis 1919. Mitterrand savait que beaucoup d'incertitudes demeuraient. Si une réunification allemande avait lieu, elle serait faite seulement avec la bienveillance de Moscou, qui aurait dû retirer ses armées de l'Europe de l'Est. Une réunification marquera la fin du système de Yalta, et de ses alliances militaires, le traité de Varsovie et l'Otan. Quelles perspectives pour un nouveau colosse économique allemand de 80 millions d'habitants au cœur d'un continent qui venait d'être libéré ? La pensée diplomatique du président français sera animée d'autant plus par le spectre des nationalismes ressurgissant en Europe de l'Est, gardant l'inquiétude de conflits possibles entre ces pays, et l'influence possible que la nouvelle Allemagne pourrait avoir. Ses craintes n'étaient pas déraisonnées, car cette région était elle-même une carte mentale pour l'Allemagne et sa politique européenne, envers laquelle, ses leaders déploieront toute une série des stratégies pour la maintenir dans leur giron. Si pour la France, l'Europe Centrale-Orientale appartenait aux buts de milieu de sa politique étrangère européenne, l'Allemagne avait des autres liens avec cette zone. Dans ce chapitre nous voulons analyser

⁴¹ G. R. Urban, *Diplomacy and Disillusion at the Court of Margaret Thatcher: An Insider's View*, London: Editions IB Tauris, 1996, pp. 99-101.

⁴² Hubert Védérine, *Les mondes de François Mitterrand*, Paris: Fayard, 1996, pp. 423-424.

d'abord comment l'Europe Centrale-Orientale est devenue la carte mentale des buts de possession poursuivis par la diplomatie allemande et ensuite décrypter les stratégies employées par ses leaders pour atteindre ces buts. Si avant 1914-1918, les projections allemandes groupées sous la dénomination de *Mitteeuropapolitik* étaient plutôt de facture économique, après 1919 et puis après 1945 la dimension territoriale de ces buts de possession s'accroîtra. Après le Traité de Versailles l'un des buts diplomatiques de la République de Weimar était la révision de ses nouvelles frontières et de clauses considérées comme injustes et trop lourdes. L'homme d'Etat le plus important de cette époque était Gustave Stresemann, ministre des Affaires Etrangères de 1923 jusqu'à sa mort en 1929. Quand on parle de Stresemann, on parle souvent du rapprochement franco-allemand, du Traité de Locarno (1925) et de son amitié avec Aristide Briand. Mais c'est Stresemann le premier à employer ce que nous pouvons désigner comme « la stratégie de deux fers au feu. » Elle implique un acte d'équilibrage (*balancing act*) entre les forces que Stresemann avait besoin de dompter, les Occidentaux et les Russes, afin de poursuivre son but, la révision des frontières orientales allemandes, tout comme nous allons le détailler dans ce chapitre. Après la Deuxième Guerre Mondiale la situation sera plus complexe. Malgré la division en deux et l'appartenance à deux blocs idéologiques antagonistes, une possible réunification restait un *desiderata* pour beaucoup d'hommes politiques allemands, tels Konrad Adenauer ou Ludwig Erhard. Ils arriveront à pratiquer une sorte de pré-*ostpolitik* avant l'*Ostpolitik* entamée par Willy Brandt et Egon Bahr, et faite en dépit de la doctrine Hallstein, grand frein diplomatique auquel l'Allemagne fédérale sera contrainte de renoncer. Adenauer sera le promoteur d'une politique d'influence économique (*economic linkage*) envers Moscou et les « voisins » d'un possible Etat allemand réunifié : la Pologne et la Tchécoslovaquie. Son but était d'influencer discrètement, mais fermement à travers la force économique, les régimes communistes susceptibles de réformisme, contestataires du *statu quo* et si possible d'ouvrir la voie d'une réunification. Erhard manqua de la finesse d'Adenauer. Plutôt économiste que politicien il sera l'adepte de solutions simples et claires. Il proposera à Moscou « d'acheter » simplement l'Allemagne de l'Est. Ce chapitre est destiné à illustrer ces stratégies parce qu'elles vont se retrouver dans la gestion d'Helmut Kohl de la réunification allemande. Tout comme Stresemann était obligé de mener deux fers au feu, d'une part pour rassurer les Occidentaux et d'autre part éviter de causer trop d'embaras à Gorbatchev, ensuite, il utilisera l'influence économique tant envers le Kremlin qu'envers une Europe de l'Est exsangue après presque un demi-siècle d'économie planifiée ruineuse. Et finalement, tout comme Erhard, Kohl recourra dans une certaine manière à la solution « d'acheter » la réunification avec des transferts

d'argent envers une Union soviétique moribonde. Au long de ce chapitre nous voulons montrer le processus de cartographie mentale de cette région pour l'Allemagne et les stratégies employées par les leaders allemands afin d'atteindre les buts de possession de leur politique étrangère continentale.

CHAPITRE III

L'AVÈNEMENT D'UNE DIPLOMATIE MITTERRANDIENNE D'INSPIRATION GAULLIENNE

Guy Mollet, ancien Premier Ministre pendant la Quatrième République, disait : « *Mitterrand n'a jamais été un socialiste, mais il a appris parler comme un socialiste. C'est une différence*⁴³. »

Un proche et un collaborateur comme Hubert Védrine le décrira ainsi : « *Toute sa vie, avant 1981, François Mitterrand a été un individualiste et un rebelle. Elu président, il ne change pas de conceptions. Il entend bien être et rester le seul détenteur de l'ensemble des informations, seul maître de la totalité des réflexions et projets, et naturellement l'arbitre final des décisions de la présidence comme du gouvernement...Inutile de souligner combien ces traits de caractère se manifestent sur les questions internationales*⁴⁴. »

Voilà arrivé au pouvoir un homme dont on doutait les intentions, les convictions et la manière d'aboutir les projets, les promesses qui ont séduit un électorat désireux de changement, un homme dont on reprochait la duplicité, l'ambivalence, les moeurs florentines. L'année 1981 était l'année sans pareille pour la gauche française et son électorat, étant pour la première fois pendant la Cinquième République qu'un président et un gouvernement de gauche accédaient au pouvoir.

Mais l'euphorie du moment était secondée par une forte inquiétude, partagée en même mesure entre l'électorat de droite et les partenaires internationaux. Que se passerait-il avec la France ? Deviendra-t-elle une « démocratie populaire » comme les pays de l'Europe de l'Est ? Gardera-t-elle ses engagements envers ses alliés Occidentaux, surtout concernant la construction européenne et l'Alliance atlantique. Changera-t-elle la direction de sa politique étrangère en s'orientant vers l'Est, vers l'URSS, étant donné que dans le gouvernement Mauroy il y avait cinq membres du Parti Communiste Français, un parti qui recevait ses

⁴³ Jacques Attali, *Verbatim. Première partie 1981-1983*, Fayard, Paris, 1995, p. 25.

⁴⁴ Hubert Védrine, *Les mondes de François Mitterrand*, Fayard, Paris, 1996, p. 30.

ordres directement de Moscou. Décidément, après l'euphorie de la victoire, la gauche commençait de rencontrer les difficultés de gouverner.

Pierre Mendès France disait que « gouverner, c'est choisir⁴⁵ ». Dans une certaine manière Mitterrand a su tirer les meilleurs parties de cette expression, car pour lui gouverner, c'était choisir de rassurer. D'ailleurs, il n'a pas eu une alternative, car selon plusieurs sources, lui même avait ses inquiétudes concernant les alliés Occidentaux, étant hanté par l'exemple de Salvador Allende en Chili. Et pour éviter la sort malheureuse de l'ex-président chilien, il comprends vite que tout d'abord il doit rassure. Et les premiers qui avaient besoin de réassurance sont évidemment les Américains⁴⁶.

Les premiers deux ans de mandat avaient montré l'originalité de la présidence de Mitterrand. Un polique de gauche et socialiste, mais en même temps anti-communiste et anti-soviétique. Respectueux et loyal envers les alliés Américains et de l'OTAN, mais en même temps rejetant toute demande de terminer la construction d'un gazoduc euro-sibérien qui aurait assuré la bien-être de la France. Sympathisant avec les causes du soulèvement polonais, mais dans la même mesure appreciant l'action du général Jaruzelski pour sauver son pays d'une possible invasion soviétique. Opposé farouche des sanctions commerciales voulues par les Américains contre l'URSS, mais un avocat infatigable du déploiement des missiles Pershing II pour contre-balancer la présence des missiles soviétiques SS20. Une véritable somme de contradictions et paradoxes. Certes, il n'avait pas une vision diplomatique manichéenne, telle la vision américaine de diviser le monde entre le Bien et le Mal, mais il avait un vision gaullienne du rôle et de la mission française dans le monde. Tout comme Charles de Gaulle auparavant, Mitterrand était un politicien qui détestait le déséquilibre, d'un côté ou d'un autre, et qui voulait faire de son pays un arbitre entre les confrontation des grandes puissances, comme les Etats-Unis et l'Union soviétique, de trouver le juste milieu La seule façon que la France pouvait tenir son rang était d'appliquer la politique du balancier, d'être ami allié, et non aligné de Washington et interlocuteur privilégié du Moscou. Il pensait l'indépendance de la France dans la manière un peu illusoire spécifique du gaullisme, de faire une politique étrangère de grandeur, mais sans avoir proprement les moyens. Malgré son mépris pour l'Union soviétique il avait besoin de son gaz, et il n'avait pas abandonner la construction du gazoduc euro-sibérien. Malgré les frictions nombreuses avec les Etats-Unis, il

⁴⁵ Pierre Mendès France, « Gouverner c'est choisir » in Discours à l'Assemblée Nationale : 3 juin 1953, lien Internet : [<http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/mendes.asp>] consulté le 10 avril 2013.

⁴⁶ Alistair Cole, *François Mitterrand. A Study in Political Leadership*, Routledge, 1994, p. 144.

avait désespérément besoin que le dollar soutiendrait le franc français en train de dévaluation sur les marchés financiers. On peut vraiment parler d'une indépendance quand on dépend toujours de la miséricorde des autres ? Certainement pas. La réalité était que la France ne pouvait pas jouer le rôle de puissance qu'elle voulait. Pour compenser les déficiences qu'elle manquait pour être une véritable égal de l'URSS et des Etats-Unis, la politique étrangère gaulliste utilisait la rhétorique et le geste spectaculaire. Mitterrand avait pris vite le relais de son prédécesseur fondateur de la Cinquième République et avait fait son premier geste spectaculaire avec une grande virtuosité rhétorique dans son intervention à la tribune du Bundestag allemand en janvier 1983 pour montrer sa fermeté envers les missiles de Moscou et pour plaider à un équilibre entre les deux blocs qui coupaient le monde en deux. Son geste transmettait un signal fort de voir un président socialiste de la France, proclamant la nécessité des euromissiles, quand l'Europe Occidentale était animée par un grand courant pacifiste plutôt lié à la gauche. La relation serrée avec le chancelier Kohl s'inscrivait de nouveau dans la ligne du partenariat franco-allemande inauguré par De Gaulle et Konrad Adenauer, vital pour la construction européenne, car il savait très bien que seulement à travers la Communauté européenne, la France pourrait compter vraiment sur la scène mondiale. Pour le moment, la France était le partenaire politique et l'Allemagne celui économique, et leur axe déguisait les ambitions politiques de la France et la puissance économique de l'Allemagne. Il est intéressant de voir comment à l'heure de l'unification allemande, Mitterrand hésiterait un peu devant la naissance d'un géant démographique et économique au milieu de l'Europe. A la fin de la décennie, la France se deviendra le partenaire junior de l'axe franco-allemande, qui dorénavant jusqu'à nos jours, servira pour cacher les faiblesses françaises et les tendances hégémoniques allemandes.

Au début de la décennie, et au début de son mandat, François Mitterrand se trouvait à l'heure des épreuves et des décisions. Obsédé par le souvenir de Salvador Allende en Chili, il savait qu'il devra rassurer les méfiances des Américains. Son premier geste envers eux concernait la collaboration dans une affaire d'espionnage autour d'un officier soviétique francophile sur l'espionnage industriel et technologique. Tout en voulant éviter un déséquilibre stratégique concernant la présence militaire en Europe, il avait appuyé de manière directe et décisive l'implacement des euromissiles Pershing II pour balancer celles soviétiques, afin de renforcer la solidarité atlantique et calmer craintes américaines. Mais son décision d'expulser les « diplomates-espions » risquait de détériorer les relations avec les Soviétiques, d'autant plus qu'il n'avait pas encore fait un visite officiel à Moscou. Il était temps pour Mitterrand de regarder vers l'Est.

CHAPITRE IV

LA DIPLOMATIE MITTERRANDIENNE PENDANT LA FIN DE LA GUERRE FROIDE

Hubert Védrine disait que François Mitterrand pensait « *l'avenir à la lumière du passé*⁴⁷ ». Or pour un connaisseur de l'Histoire, le passé de l'Europe montrait très bien qu'est-ce qu'il arrivait quand une Allemagne forte ressurgissait au milieu du continent d'autant plus lorsque les événements du passé servaient non seulement pour comprendre le présent, mais également pour anticiper l'avenir.

En 1988, François Mitterrand gagnait son second mandat comme président de la France terminant ainsi une difficile et conflictuelle cohabitation avec le leader de la droite, Jacques Chirac. Suite à sa victoire le 8 mai 1988, Mitterrand dissolvait l'Assemblée Nationale pour déclencher les élections parlementaires qui vont amener le gouvernement socialiste de Michel Rocard au pouvoir. Pendant les années de cohabitation il y eut une certaine confusion sur la politique étrangère française, car tant Mitterrand et Chirac voulaient l'exercer, entre les deux des nombreux conflits surgissant sur ce sujet. Maintenant libéré par les soucis de remporter un deuxième septennat, Mitterrand pouvait se concentrer sur les brûlantes questions de politique étrangère, d'autant plus qu'en 1988, les événements commençaient de se mettre en mouvement. Selon son raisonnement, les tentatives de Gorbatchev de réformer l'Union soviétique amèneront à une situation favorable pour la réunification de l'Allemagne. Or, si l'Allemagne retrouvera son unité, une conséquence pour le partenariat franco-allemand ce serait la conversion de la France au rôle du partenaire junior. En plus, il commençait d'être préoccupé par les intentions de cette nouvelle Allemagne. Poursuivra-t-elle ses engagements européens, ou décida-t-elle de reprendre ses habitudes, et de réclamer son sphère d'influence, son hinterland économique, l'Europe Centrale-Orientale ? Pour éviter un tel scénario, Mitterrand envisageait deux tactiques : d'un part aider le plus possible Gorbatchev et de l'autre part essayer de renouer les liens avec les pays de l'Europe de l'Est. Les motivations de Mitterrand derrière sa volonté d'appuyer Gorbatchev étaient liées aux craintes de ne pas le voir remplacé par un chef militaire. Bien qu'il approuve le régime réformiste de Gorbatchev,

⁴⁷ Hubert Védrine, *Les Mondes de François Mitterrand*, Paris: Fayard p. 464.

il craignait de le voir renversé par une dictature militaire à cause de son audace et du rythme accéléré des réformes.

Les témoignages de ses collaborateurs sont révélateurs pour nous montrer la détermination du président français d'aller visiter les pays de l'Europe de l'Est. Si avant son élection il disait à Védrine que « *Tout va bouger très vite. Il est temps que j'aïlle dans toute l'Europe de l'Est, sauf en Roumanie où, naturellement, c'est invraisemblable*⁴⁸ », une semaine après sa victoire électorale, il renforçait devant Jacques Attali ses plans et ses motivations :

« *Il faut aller audacieusement vers l'Europe de l'Est. La Hongrie vient d'être le théâtre d'un véritable coup d'Etat renouvateur qu'il emporte de conforter d'urgence. Il faut lui proposer un accord financier et politique majeur et ne pas laisser la République fédérale y agir seule*⁴⁹ »

On peut observer comment Mitterrand voit la présence française en Europe Centrale-Orientale comme liée à la réunification allemande, étant pour lui un essai d'encadrer un processus qui risque d'être mal-gestioné. Mais, il y a encore une arrière-pensée pour le besoin d'un retour de la diplomatie française à l'Est, et elle est liée à l'intensité du changement politique que pour Mitterrand signifie le danger risque de déstabiliser l'Union soviétique. Mitterrand appuie la libéralisation des régimes de l'Europe Centrale-Orientale, mais ce qu'il espère voir c'est plutôt l'apparition des leaders gorbatchéviens. Selon ses raisonnements, un processus trop rapide de changement pourrait causer des problèmes à Gorbatchev lui-même, avec des conséquences lourdes tant pour l'URSS que pour sa sphère d'influence dans cette région. Si un militaire arriverait à Kremlin pour remplacer un Gorbatchev jugé trop indifférent, alors tout aurait été en vain. Conscient du fait que pour le moment la France est trop faible pour s'imposer dans la région, surtout à cause de son manque de présence économique, Hubert Védrine privilégie la voie d'utiliser la Communauté européenne des Douze comme outil pour un rapprochement avec les pays de l'Est, précisément à travers le domaine économique.

Cette vision de François Mitterrand finira par comporter deux volets dans la poursuite de ses intentions. Le premier était celui qui visait l'approfondissement de la construction européenne, le véritable enjeu étant l'ancrage de l'Allemagne fédérale à l'Ouest. Le deuxième volet était plutôt improvisé, conçu à la hâte, et présenté à la fin de l'an 1989 en s'agissant de

⁴⁸ Jacques Rupnik, « La France de Mitterrand et les pays de l'Europe Centre-Est » in Samy Cohen (dir.) *Mitterrand et la sortie de la Guerre froide*, PUF, Paris, 1998, pp. 221-222.

⁴⁹ Jacques Attali, *Verbatim III, première partie 1988-1989*, Fayard, Le Livre de Poche, 1995 p. 26.

la proposition de Mitterrand pour une confédération paneuropéenne. On peut observer comment si au début de l'année, l'attention du président français était fixée sur les pays de l'Europe de l'Est où il s'était déplacé pour encourager les réformistes et faire concurrence à la diplomatie allemande, à partir de la seconde moitié de l'an 1989, c'est la question allemande qui commençait à devenir prioritaire et de poser des problèmes, car selon Mitterrand elle pouvait déstabiliser les régimes de l'Europe de l'Est, perturbant la sphère d'influence soviétique et par voie de conséquence fragiliser Gorbachev, ce que Mitterrand voulait à tout prix éviter. On peut observer comment chez le président français le tryptique de ses préoccupations était composé par trois fils entrelacés dans un véritable noeud des problèmes: celui de la question allemande, l'évolution des régimes en Europe de l'Est et l'avenir de Gorbatchev.

A vrai dire, le projet de confédération est assez confus et incompris, car les termes de définition ne sont pas précis. En plus, le projet commence d'inquiéter parce que selon les propos du président français, l'Union soviétique a également une place dans cette confédération, mais elle exclue en revanche les Américains, au grand dam des pays est-européens, qui seront dorénavant appelés dans le jargon diplomatique PECO (Pays d'Europe Centrale-Orientale). En plus, ces pays qui justement venaient d'échapper du communisme voyaient dans ce projet un essai français de les empêcher d'accéder à la Communauté européenne. Quant aux Américains, ils étaient naturellement contre car ils étaient exclus des affaires européennes⁵⁰. Par contre, les Soviétiques se montrent très intéressés par ces propositions, d'autant plus que le projet de la confédération rassemble avec le concept de « maison commune » du Gorbatchev⁵¹.

Pour faire passer son projet, François Mitterrand entame un programme de visites en Europe Centrale-Orientale afin de convaincre les dirigeants est-européens de le soutenir. En plus Mitterrand a une arrière-pensée, car tout en promouvant son projet de confédération, il peut en même temps opérer un retour de la France en cette Europe Centrale-Europe, qu'il voit en train d'être aspirée dans la sphère d'influence allemande. A l'instar de Charles de Gaulle il y a trente ans, Mitterrand reprend les voyages pour soutenir sa cause à travers une véritable diplomatie du Verbe. Le 18 et 19 janvier, il est en Hongrie où il rencontre Jozsef Antall, chef de l'opposition, dont le Quai d'Orsay espère de le voir comme futur premier ministre hongrois, ce qui d'ailleurs y arrivera quelques semaines plus tard. Antall lui confirme ses

⁵⁰ Hubert Védrine, *op.cit.*, p. 448.

⁵¹ Cf. Marie Pierre Rey, « Europe is our Common Home, A Study of Gorbachev's Diplomatic Concept » in *The Cold War History Journal*, Vol.4, numéro 2, Janvier 2004, p. 33-66.

intuitions, car il lui explique que si la France ne revient pas en Europe Centrale Orientale « nous allons inévitablement tomber dans le bras des Allemands⁵² ».

C'est vrai que Mitterrand se montre de plus en plus actif concernant la révigoration des relations avec les pays de l'Europe Centrale-Orientale, tant pour faire concurrence à l'influence allemande qui ne cesse d'augmenter économiquement, mais également pour promouvoir son projet de confédération.

Effectivement, on observe une fracture entre le Quai d'Orsay et le président Mitterrand sur ce sujet. Les fonctionnaires qui s'occupent de l'implementation de la politique étrangère française ont du mal à promouvoir ce projet car Mitterrand entend fixer lui-même le cap. Et au lieu d'une promotion par l'intermède des diplomates de carrière, il choisit le modèle gaullien de la tournée dans les pays est-européens. Ce lui qui va promouvoir ce projet par ses rencontres bilatérales avec plusieurs chefs d'Etat. Ce que Mitterrand fait ainsi c'est de court-circuiter le processus diplomatique au niveau des ministères des affaires étrangères. Certainement, le lobby fait par Mitterrand pour la confédération est un atout pour visibilité du projet, mais c'est aussi un handicap. Ses interlocuteurs de l'Europe Centrale-Orientale se monteront toujours courtois et feignons d'être intéressés, mais tout restait au niveau des déclarations verbales, sans aucuns engagements concrets.

Mitterrand aurait eu besoin de l'aide du Quai d'Orsay pour mieux structurer son projet, surtout en ce qui concernait sa dimension technique. Conscient du fait qu'il y a une rupture entre le Palais de l'Elysée et le Quai d'Orsay, Mitterrand va déléguer une équipe auprès Roland Dumas, le ministre des Affaires Etrangères, pour la mise en place du projet. Le chef de l'équipe est le diplomate Jean Musitelli, accompagné par Roland Galharague. Musitelli réussit à formuler une sorte de doctrine de la confédération à partir des déclarations du président et du ministre des affaires étrangères. Selon cette « doctrine » la confédération sera une sorte d'organisation de caractère juridique qui n'impliquerait pas de transferts de souveraineté, avec une coordination des politiques nationales dans certaines domaines, doté avec des structures légères, ouverte à l'ensemble des pays européens respectant l'état de droit, et ayant comme mission celle de renforcer l'évolution démocratique dans l'ensemble du continent. Ses compétences seront de nature politique, sur la consultation et la coordination entre les Etats membres, et de nature technique, c'est-à-dire coopération dans six champs :

⁵² Thomas Schreibner, *Les actions de la France à l'Est ou Les absences de Marianne*, Paris : L'Harmattan, 2000, p.209.

l'environnement, l'énergie, les transports et les communications, la circulation des personnes, la culture et les questions générales⁵³.

Après avoir établie au moins *grosso modo* la forme et les buts du projet, Quai d'Orsay veut maintenant connaître les opinions des pays principalement intéressés, les pays de l'Europe Centrale-Orientale. Or, la réponse était presque toujours la même. Les Est-Européens étaient polis et montraient de la reconnaissance pour l'intérêt français concernant leur avenir, mais ils avaient du mal à comprendre trois choses : pourquoi ne pouvaient-ils adhérer immédiatement à la Communauté des Douze, pourquoi les Américains étaient-ils exclus et surtout quelle place aurait l'URSS dans l'architecture de ce projet paneuropéen.

Parmi les est-européens un sentiment de frustration commence d'apparaître devant ce qu'ils perçoivent comme les manoeuvres françaises destinées à les empêcher d'adhérer à la CEE. Des pays comme la Pologne, la Tchécoslovaquie ou la Hongrie se considèrent prêts à faire partie de la Communauté.

A vrai dire, contrairement aux Anglais et surtout aux Allemands qui militaient pour l'élargissement à l'Est de la Communauté, la France voulait l'attarder à cause de l'immaturité politique et économique de ces pays et également à cause du risque posé leur adhésion envers par le processus d'approfondissement politique de la CEE. Peut-être jamais une Europe politique bien intégrée n'aurait pris naissance si les portes de l'adhésion auraient été ouvertes. En revanche, l'Europe aurait devenu un marché du libre-échange sans contenu politique conformément aux vœux des Britanniques⁵⁴.

Quant aux Américains, Mitterrand connaissait leur hostilité pour son projet. Lors de la rencontre à Key Largo, George Bush avait été assez clair quand il disait que les Américains avaient l'intention de rester en Europe. Trois mois avant les Assises de Prague, le 25 mars 1991, Mitterrand disait à Havel qui faisait une visite à Paris : « *Chaque fois que je parle de cette affaire à mes interlocuteurs, ils sont enthousiastes pendant les cinq premières minutes et résolument contre, parce ce que c'est un projet qui dérange*⁵⁵ ». Selon Jean Musitelli, les Américains avaient tout fait pour saboter ce projet, l'une de leur tactique étant de lancer un projet concurrent, mais sans conséquences, celui de la Communauté euro-atlantique de Vancouver à Vladivostok⁵⁶. Plus tard, après l'échec des Assises de Prague, où Havel va torpiller publiquement le projet, Mitterrand dira à Petre Roman, le premier ministre roumain,

⁵³ Frédéric Bozo, *Mitterrand, la fin de la guerre froide et l'unification allemande. De Yalta à Maastricht*, Paris : Odile Jacob, 2005, p. 349.

⁵⁴ Stanislaw Parzymies, « La France et l'Europe centrale » in *Analyse et recherche en relations internationales*, vol. X, 2010, p. 6.

⁵⁵ Jacques Rupnik, *op.cit.*, p. 217.

⁵⁶ *Ibidem*, pp. 217-218.

« *Les Américains animent une campagne contre la Confédération et les Tchèques ne veulent pas s'y opposer*⁵⁷ ». Il faut dire quand même que la présence des Soviétiques à Prague lors des Assises et l'absence des Américains semblait bizarre aux Tchécoslovaques. D'autant plus, que tant eux que les Polonais demandent des relations plus étroites avec l'Otan et envisagent même y adhérer⁵⁸. A part de la concurrence américaine, les Français doivent faire face à la concurrence allemande, également redoutable, jalouse sur la coopération Paris-Prague et désireuse de refaire sa sphère d'influence d'autre part. La diplomatie allemande soutenait ouvertement l'élargissement de la CEE envers l'Europe Centrale-Orientale, et Genscher appuyait la nouvelle dimension politique de l'Otan qui a pour enjeu précisément cette région tout comme James Baker allait le confirmer lors de son discours à Berlin le 18 juin 1991. Peu à peu la nouvelle Europe Centrale-Orientale semble devenir une « Europe germano-américaine ». Dans ce climat d'hostilité, la veille de l'ouverture des travaux des Assises de Prague, le 12 juin 1991, lors d'un interview, François Mitterrand fait une gaffe. Interrogé sur l'adhésion des pays de l'Europe Centrale-Orientale à la CEE, le président répond qu'il faut des « dizaines et des dizaines d'années » afin d'envisager leur adhésion. C'était précisément la réponse qu'il aurait dû absolument éviter, quoiqu'il avait raison que ces pays avaient besoin d'une période d'attente. Le jour de l'ouverture des Assises, Vaclav Havel s'occupera personnellement de torpiller le projet de Mitterrand par son discours, devant l'audience.

A vrai dire, Pierre Bérégovoy, ministre de l'Economie de l'époque, avait recommandé aux investisseurs français de se diriger vers l'Europe Centrale-Orientale : « *allez vite sinon d'autres prendront notre place*⁵⁹ », mais son appel n'avait pas été suivi par eux. Effectivement, en 1989-1990, « *en 1989 les pays d'Europe centrale et orientale représentent à peine 2,5 % des exportations et 2,7 % des importations de la France en Europe* ». La période qui va suivre, une forte implantation économique allemande aura lieu. Prenons l'exemple de la Tchécoslovaquie, pays que Mitterrand envisageait d'être la pièce maîtresse de son projet de confédération. Si en 1990 les investissements directs étrangers (IDE) allemands seront seulement de 2 millions DM, en 1991 ils atteindront la somme record de 790 millions DM⁶⁰. Comparatif, les IDE français à la fin de l'année 1991 seront de 131 millions FF, occupant la quatrième position après l'Allemagne, les Etats-Unis, l'Autriche, et la Belgique.

⁵⁷ Frédéric Bozo, *op.cit.*, p. 360.

⁵⁸ *Ibidem*, p. 353.

⁵⁹ Stanislaw Parzymies, *op.cit.*, p. 9.

⁶⁰ Fabienne Boudier-Bensebaa, « Analyse comparée des investissements directs français et allemands dans le triangle de Visegrad (Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne) », in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1993 Vol. 24, Numéro 24-2, pp. 104-105.

Mais les ambitions de Mitterrand vont rencontrer des redoutables difficultés.

Premièrement, son projet de confédération était rejeté par les pays est-européens parce qu'il préconisait une exclusion des Etats-Unis de l'Europe, et une inclusion des Soviétiques. Le mécontentement de Washington était d'autant plus motivé par le fait que les Américains n'envisageaient pas lâcher leur influence en Europe, surtout après la réunification allemande. En plus, en ce qui concernait les rejet des pays est-européens, ce projet dérangeait parce qu'il mettait en place une sorte d'antichambre pour eux, afin de les empêcher d'adhérer à la Communauté européenne. Pour la France, une possible adhésion de ces pays aurait signifié l'abandon de la dimension politique de la Communauté et sa transformation dans un simple espace de libre-échange. Au lieu, de resserrer leurs liens, les divergences et les malentendus entre la France et les pays est-européens ne cessaient d'augmenter.

Deuxièmement, afin de promouvoir son projet, le président français court-circuite le Quai d'Orsay et ignore le soutien des diplomates de carrière et des hauts fonctionnaires expérimentés. Par contre, il décide de s'appuyer sur une cellule des jeunes diplomates qui vont faire preuve d'une fidélité parfois exagérée envers leur patron. Mais tant Mitterrand que les jeunes diplomates manquent de saisir les espoirs et les doléances des peuples est-européens et ils choisissent ainsi une fausse route. Selon les raisonnements du président, en promouvant lui-même le projet de la confédération, il croit qu'il peut accroître les chances d'un succès. A l'instar du modèle gaullien, Mitterrand va promouvoir ses idées personnellement à travers une tournée dans les capitales est-européennes, par l'intermédiaire des rencontres bilatérales avec les nouveaux chefs d'Etat de la région. Mais pour atteindre ses buts, ce type de projet aurait eu besoin de plus de temps, de la patience, de la clarté dans sa formulation, d'une volonté politique de la part de tous les acteurs impliqués, et surtout ce projet aurait eu besoin du savoir-faire diplomatique des négociateurs avec expérience. Ce qui se passe est bien le contraire et la confédération sera un échec qui va ternir un peu l'image de Mitterrand et qui va piéger la position de la France dans les pays est-européens qui verront dans la confédération une manœuvre française d'attarder l'élargissement de la Communauté européenne.

Troisièmement, l'implantation économique agressive diminuait considérablement l'influence française dans la région. Ainsi, lors des Assises de Prague en 1991, le projet sera publiquement torpillé par l'homme qui aurait dû devenir son visage public, le président Vaclav Havel. Après le putsch de Moscou et la dissolution de l'Union soviétique, la présence française se voyait confrontée avec un net recul, la diplomatie mitterrandienne privilégiant désormais une concentration sur le futur Traité de Maastricht.

En guise d'avertissement, peut être Mitterrand aurait dû connaître la prémonition faite lors de son cours au Collège de France en 1978, par le philosophe Michel Foucault qui expliquait devant ses étudiants :

« Il ne faut pas oublier que "l'Europe" comme entité juridico-politique, comme système de sécurité diplomatique et politique est le joug que les pays forts de l'Europe ont imposé à l'Allemagne chaque fois quand ils ont essayé de la faire oublier son rêve impérial... "L'Europe" est le moyen de faire l'Allemagne oublier l'Empire...Parfois l'Allemagne reprend la conscience et dit : "Je suis l'Europe, je suis l'Europe parce que vous avez voulu que je le sois"...Il y a eu la volonté de remplacer en Allemagne le désir de l'Empire avec l'obligation de l'Europe. Mais l'Allemagne répondra : "Alors, aucun problème, l'Europe sera mon Empire"⁶¹ ».

CHAPITRE V

LE DÉCRYPTAGE DE LA DIPLOMATIE DE FRANÇOIS MITTERRAND ENVERS L'EUROPE CENTRALE-ORIENTALE

Il y a une certaine ambiguïté dans le comportement de Mitterrand, une sorte de caméléonisme qu'il avait appris d'employer à cause de son passé tourmenté et des controverses que l'ont toujours accompagnées. L'une des conséquences de ce caméléonisme a été le forgeage de sa nature secrète, de son goût pour la dissimulation, son penchant pour masquer les apparences. Prenons par exemple le cas de sa maladie, qu'il avait réussi de la maintenir secrète, jusqu'au dernier moment. Un autre exemple est celui de sa vie privée, la question de la double famille, de la vie secrète, dont la connaissance était réservée seulement aux initiés, au cercle de ses proches. Et puis il y a les tragédies autour de lui. Comme par exemple, le suicide mystérieux de François de Grossouvre, chargé de mission sur les problèmes de sécurité et les dossiers sensibles, homme d'ombre et éminence grise, qui en 1994 décide de mettre fin à ses jours dans son bureau de l'Élysée. Et auparavant, le cas

⁶¹ Michel Foucault, *Securitate, Teritoriu, Populatie*, Cluj-Napoca: Idea Design and Print, 2009, pp. 257-258.

également dramatique de Pierre Bérégovoy, ancien premier ministre, qui prend la décision de se suicider, le 1 mai 1993.

On peut se demander sur le mécanisme employé par une telle personnalité concernant le processus de prises des décisions de politique étrangère. Quels sont ses ressorts ? Comment perçoit-il l'évolution des événements internationaux par le philtre de sa pensée. Tout comme pour les autres chefs d'Etat, pour lui aussi, la perception et surtout la perception erronée (en anglais *misperception*) sont des piliers du processus de prise de décisions.

Selon Robert Jervis, il est impossible d'expliquer les décisions prises par les décideurs (*decision-makers*) sans faire référence à leur système de croyances (*beliefs*) concernant le monde et l'image de l'Autrui. Le modèle (*pattern*) de réaction du décideur peut être expliqué à partir de la manière dont il perçoit l'environnement, soit dans une manière correcte ou incorrecte (*misperception*)⁶². Il est important de décoder leur système de croyances, en découvrant quelles sont les choses qui attirent leur attention et qui peuvent être perçues par eux comme des menaces, surtout parce qu'ils sont obligés d'actionner dans un contexte avec plusieurs valeurs concurrentes, dans des situations très complexes, avec des informations ambiguës. Dans un tel climat d'incertitude, les risques d'une mauvaise décision à partir d'une perception éronnée de l'environnement et de la situation en cours de développement sont très augmentées. Pour faire face à une telle situation, presque dans une manière involontaire, le décideur doit faire appel à des prédispositions préconceptuels⁶³.

Cet aspect est rélévant en ce qui concerne la croyance de Mitterrand que Gorbatchev finira par s'opposer à une réunification allemande, car sinon sa propre position aurait été fragilisée. Le président français croyait que le leader soviétique s'opposerait à un telle processus, car sinon, il aurait été renversé par une dictature militaire, et les conséquences auraient été catastrophales. C'est pour ça que pour une période, début 1988 jusqu'à sa visite en RDA, il avait pratiqué une sorte de politique d'encerclement de l'Allemagne fédérale, un politique d'inspiration gaullienne, à travers une tournée dans les pays de l'Europe Centrale-Orientale, sauf la Roumanie de Ceausescu, Mitterrand sachant que les buts de milieu de la France passaient par cette région. C'est important de saisir les intentions de Mitterrand dans ce contexte. Pour Jervis « *les intentions de l'acteur peuvent être définis comme les actions*

⁶² Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton University Press, 1976, pp. 28-29.

⁶³ *Ibidem*, p.31.

*qu'il entreprendra dans certaines circonstances, ou si les circonstances sont hypothétiques, les actions qu'il prendrait si les circonstances étaient sur le point de se concrétiser*⁶⁴ ».

Or, lorsque Mitterrand se rend compte que Gorbatchev n'avait pas l'intention d'empêcher le processus de réunification allemande, que pourrait-il faire ? L'empêcher lui-même ? Certainement pas. Comme il l'avait affirmait maintes fois, cette réunification était une aspiration légitimé du peuple allemand et en plus la France n'avait pas la force de le faire, d'autant plus que Kohl bénéficiait de l'aide des Américains. La seule chose qu'il pouvait faire, c'était d'affirmer sa volonté d'accompagner ce processus, et de le gérer afin de le voir accompli dans une manière pacifique et démocratique.

A partir de ce moment, à la dimension gaullienne de sa diplomatie, on peut ajouter une autre. C'est une dimension de sa diplomatie qui s'inscrit plutôt dans une approche constructiviste et qui comporte deux volets. Le premier volet était lié à l'ancrage d'une future Allemagne réunifiée aux valeurs européennes et à la construction d'un pôle européen fort par l'intermédiaire de l'Union Economique et Monétaire dont l'origine se trouve au Conseil Strasbourg en décembre 1989. C'est que François Mitterrand propose à Helmut Kohl, c'est un grand marchandage. Accepter la réunification contre l'abandon du *Deutsche Mark*, préparant l'avenement d'une monnaie unique, le futur euro. Le deuxième volet était lié à son projet de confédération. L'un des buts de la confédération était d'assurer un encadrement de l'Allemagne. Après l'avoir ancrée à la construction européenne, à la Communauté européenne, c'est le tour de l'encadrer dans l'ensemble du continent, par l'intermédiaire cette structure paneuropéenne. Mais la confédération a des autres buts qu'elle doit résoudre. Une conséquence de l'inaction de Gorbatchev avait été la réunification allemande. Selon les raisonnements de Mitterrand, le renoncement de la doctrine Brejnev apportera en Europe Centrale-Orientale une déstabilisation, surtout à cause des haines inter-éthniques.

L'Allemagne donnait l'impression qu'elle était prête de refaire sa sphère d'influence, de recréer la *Mitteleuropa*. La rapidité avec laquelle Kohl avait reconnu l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie inquiétait Mitterrand. La nécessité d'une solution pour résoudre ces incertitudes s'imposait et pour le président français le modèle de la confédération paraissait le plus efficace. L'Europe Centrale-Orientale redevenait la carte mentale géographique par laquelle passaient les buts de milieu de la politique étrangère française.

Robert Jervis nous précise que le décideur se sent plus confortable lorsqu'il travaille avec des configurations équilibrées (*balanced configurations*) parce que ce type de

⁶⁴ *Ibidem*, p. 49.

représentation lui offre une meilleure perception *Gestalt*, c'est-à-dire une perception plus simplifiée d'une situation compliquée⁶⁵. Dans le cas d'un décideur français (soit-il négociateur, diplomate, ou président) la préférence pour les configurations équilibrées est liée à l'emploi de la logique cartésienne qui est spécifique pour la pensée française. Si les Anglo-Saxons préfèrent les raisonnements inductifs, les Français préfèrent les raisonnements déductifs, à partir de l'emploi de la méthode cartésienne⁶⁶. Selon, Charles Cogan, journaliste, négociateur et analyste américain, le cartésianisme est à l'origine de la préférence française pour l'énonciation d'un point de vue de grande ampleur afin de faire ressortir un ensemble d'objectifs déclarés, c'est-à-dire proposer un cadre plus large dans lequel les problèmes trouveront leur résolution.

Traditionnellement, envers l'Europe Centrale-Orientale, depuis la Cinquième République française, il y en a eu deux approches différentes. Pour les prédécesseurs de François Mitterrand, cette région a également été une carte mentale géographique, lorsqu'ils avaient essayé de concurrencer l'influence de l'Allemagne fédérale. Du ce point de vue, on peut distinguer deux grandes approches. Premièrement, celle de Charles de Gaulle qui peut être décodifiée par une grille d'analyse de l'école de pensée intitulée, géopolitique cognitive (*Cognitive Geopolitics*). Deuxièmement, il y a l'approche promue par Georges Pompidou et dans une certaine mesure Giscard d'Estaing, qui s'inscrit dans une grille d'analyse appartenant à la soi-dite école de pensée de la géopolitique critique (*Critical Geopolitics*). François Mitterrand se trouve au carrefour de ces deux approches, et ce double héritage est la source de l'échec de sa diplomatie envers l'Europe Centrale-Orientale.

Au milieu des années '60, influencés par les découvertes autour du béhaviorisme, les époux Margaret et Harold Sprout ont essayé de concentrer leurs propres recherches sur la question de la psychologie béhavioriste et sur le rôle du décideur et de son interaction avec l'environnement envers lequel il doit prendre ses décisions. Selon eux, pour comprendre les *outputs* d'un processus de prise de décision de politique étrangère (*foreign policy decision making process*), on doit absolument connaître les *inputs* déterminés par la perception du décideur. Parce que « *les principes directeurs de comportements humains sont très ancrés dans nos cadres mentaux personnels, constitués à partir d'un apprentissage d'une expérience passée, d'idées et d'images, de constructions de la réalité, des croyances, des valeurs et des*

⁶⁵ *Ibidem*, p. 118.

⁶⁶ Glen Fisher, *Mindsets. The Role of Culture and Perception in International Relations*, Nicholas Brealey Publishing, 1997, p. 41.

*préférences*⁶⁷ », les époux Sprout introduisent les concepts « d'environnement psychologique » (en anglais *psycho-milieu*) et « d'environnement opérationnel » (*operational milieu*) comme nécessaire pour comprendre les *inputs* du décideur.

Les travaux des époux Sprout concernant l'importance de la perception pour le décideur ont influencé l'apparition des nouvelles manières de penser la géopolitique, surtout à partir des années '70⁶⁸. L'un des courants le plus populaire a été celui de la géopolitique cognitive (*Cognitive Geopolitics*), qui prend ses racines dans théories béhavioristes énoncées par les deux Sprout, surtout en ce qui concerne le rôle des *inputs* pour la prise des décisions de politique étrangère⁶⁹. Selon David Criekemans, les caractéristiques de cette école de pensée peuvent être classifiées a) ontologiquement b) épistémologiquement et c) méthodologiquement. Du point de vue ontologique, pour la géopolitique cognitive, les Etats sont les plus importantes entités politiques du système international, le comportement d'un Etat étant le résultat des choix et des actions faites par ceux qui décident en son nom. En plus, il n'y a pas un déterminisme environnemental concernant l'évolution des Etats, bien qu'il existe des inégalités. En dépit des inégalités, grâce aux développements technologiques les relations entre les Etats sur la scène internationale deviennent de plus en plus interconnectés, malgré les différences idéologiques. Du ce point de vue, on peut observer une certaine ressemblance avec les postulats du possibilisme, que nous avons détaillé dans le premier chapitre. Epistémologiquement, la géopolitique cognitive concentre son attention sur le rôle du décideur et sur la manière dans laquelle il réagit aux stimuli environnementaux, c'est-à-dire sur la perception du décideur. Méthodologiquement, la géopolitique cognitive explique les prises de décision à partir des cartes mentales géographiques employées par le décideur, le seul qui peut s'engager au nom de son Etat sur la scène internationale⁷⁰.

Les principes de l'école de géopolitique cognitive peuvent être mieux illustrés à travers le modèle gaullien de politique étrangère, un modèle qui bien sûr prend son nom du Charles de Gaulle, et qui privilégie la personnalité et la volonté du décideur au détriment des autres facteurs.

⁶⁷ Allert van den Ham, Jan Veenstra, *Shifting Logic in Area Development Practices*, Ashgate Publishing, 2004, p. 13.

⁶⁸ Cf. Dina A. Zinnes, « Some Evidence to the Man-Milieu Hypothesis » in James Rosenau, Vincent Davis, Maurice A. East (dir.) in *The Analysis of International Politics. Essays in Honor of Harold and Margaret Sprout*, New York: The Free Press, 1972.

⁶⁹ Cf. V. Legrand, « Foreign Policy decision-making theories : some steps towards a more reflexive cognitive behavioralism » in *Studia Diplomatica*, vol. 52, numéros 1-2, 1999, pp. 65-86.

⁷⁰ David Criekemans, « Réhabilitation et rénovation en matière de pensée géopolitique » in *L'Espace Politique*, numéro 12, 2011 p. 4.

A part de l'école de pensée de la géopolitique cognitive (*Cognitive Geopolitics*) développée à partir des recherches béhavioristes des époux Sprout, une autre école de pensée fait son apparition à la fin des années 80 et au début des années 90. Elle port le nom de géopolitique critique (*Critical Geopolitics*). Tout comme dans le cas de la géopolitique cognitive, les postulats de la géopolitique critique peuvent être classifiés a) ontologiquement, b) épistémologiquement, et c) méthodologiquement. Du point de vue ontologique, l'environnement n'est pas vu par le prisme du binôme décideur-perceptions. Par contre, on met l'accent sur le rôle des processus socio-culturels et politiques dans la construction de la réalité. Selon ses postulats, la géographie n'est pas un produit arbitraire de la nature, mais elle est le résultat d'une lutte entre des autorités concurrentes autour du pouvoir d'organiser, d'occuper et de gérer l'espace. Pour les scientifiques qui appartiennent à l'école de géopolitique critique c'est précisément cette relation entre géographie et puissance, la géo-puissance (*geo-power*) qui est au coeur de leur analyse. Epistémologiquement, contrairement à l'école de géopolitique cognitive qui met l'accent sur la décideur, sur un seul acteur, l'école de la géopolitique critique met l'accent sur le rôle de l'acteur collectif dans la construction de l'environnement. A partir de ce point de vue constructiviste, l'environnement « *est traité comme une réalité inter-subjective, l'enjeu de la géopolitique critique n'étant pas comment la territorialité influence l'agence humaine, mais bien au contraire, comment l'agence humaine construit la territorialité* », soulignant ainsi la rivalité entre différentes institutions et force politique pour atteindre une « *dominance rhétorique*⁷¹ ».

Une illustration du rôle de l'agence humaine sur territorialité et de l'émergence d'une dominance rhétorique nous pouvons trouver dans le cas des travaux pour la Conférence sur la Sécurité de la Coopération en Europe qui vont aboutir avec la signature des Accords d'Helsinki en 1975. Du côté français, le Ministère des Affaires Etrangères français avait joué un rôle de premier plan. Après le départ de Charles de Gaulle, en ce qui concernait la politique orientale, ses successeurs, Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing, vont opérer un changement de paradigme. Sous leurs présidences, la politique orientale devenait plutôt une affaire de l'acteur collectif, dans notre cas, le Quai d'Orsay. La politique orientale devenait l'affaire des fonctionnaires et des technocrates. Et c'était leur choix de pratiquer une politique orientale par l'intermédiaire des négociations sur la CSCE, de l'entrelacer dans ces travaux, le rôle du président perdant de son importance sur ce sujet. Contrairement à De Gaulle, pour Pompidou et Giscard d'Estaing, la politique orientale n'était pas le domaine

⁷¹ *Ibidem*, pp. 4-6.

réservé du président, c'était le domaine des spécialistes. La politique orientale poursuivie par le Quai d'Orsay dans le cadre des travaux CSCE jusqu'à la signature des Accords d'Helsinki s'inscrit dans la grille de lecture de l'école de géopolitique critique tant par ses éléments (le rôle de l'acteur collectif) que par ses résultats, l'influence de l'agence humaine dans la construction de la territorialité (la reconnaissance des frontières issues depuis la Deuxième Guerre Mondiale) et le rôle des processus socio-culturels.

Il faut dire quand même que François Mitterrand a été un grand président français et leader européen visionnaire, non en dépit de ses traits de caractère, mais précisément grâce à eux. Il avait fait preuve de prudence, d'équilibre et de restraint quand le monde et le cours d'histoire paraissaient se précipiter vers une fuite en avant et il a utilisé son talent visionnaire pour imaginer un nouvel ordre européen, en gardant sa raison froide devant l'euphorie générale. Le cas de François Mitterrand est l'illustration de la malédiction des gens qui comprennent tout avant les autres et qui sont toujours incompris.

Depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, le partenariat franco-allemand a été la fondation sur laquelle l'Europe a pu entamer sa construction politique et économique. Il avait fallu deux guerres mondiales et trois invasions de la France pour que ces deux nations rivales depuis le Moyen Âge décident de mettre fin à leur conflit et de commencer à travailler ensemble pour l'avènement d'une Europe unie. Au début, ce partenariat apportait un équilibre entre les deux pays. D'un côté, la France jouissait d'un prestige moral, politique, et diplomatique. Elle était considérée comme une puissance gagnante de la Deuxième Guerre Mondiale, elle bénéficiait d'un siège permanent dans le Conseil de Sécurité des Nations Unies, et depuis les années '60, grâce à Charles de Gaulle, elle appartenait au cercle restreint des puissances nucléaires. De l'autre côté, l'Allemagne fédérale ne bénéficiait pas des avantages diplomatiques de la France, mais elle avait en revanche sa puissance économique. A cause de la division du peuple allemand en deux pays d'un part et de l'autre du Rideau de fer, inévitablement l'attention et l'intérêt des dirigeants de Bonn s'avaient concentrés envers l'Europe Centrale Orientale. Peu à peu, grâce à son miracle économique, l'Allemagne fédérale commençait de gagner de la confiance sur la scène internationale. A cause du fait que la France s'était retiré du commandement intégré de l'Otan, les Américains vont trouver dans l'Allemagne fédérale le partenaire sur des questions sécuritaires dont ils souhaitaient que la France eût été. Dans la Communauté européenne économique, le rôle de Bonn se consolidait de plus en plus, et pour les dirigeants de Paris il devenait clair qu'aucune initiative sur l'approfondissement de la construction européenne ne pouvait être prise sans le concours de Bonn. En ce qui concernait l'Europe Centrale Orientale, *l'Ostpolitik* du chancelier Willy

Brandt incarnait cette nouvelle confiance que l'Allemagne fédérale commençait de manifester. L'enjeu de cette politique orientale était de resserrer les liens avec les pays de cette région et de préparer dans une manière ou l'autre le climat favorable à la réunification allemande. La voie de consolidation de la présence ouest-allemande était celle économique. Si au début des années '70, l'influence française était seulement concurrencée par celle allemande, au fur et mesure, à la fin des années '80 elle était bel et bien supplantée. Malgré le fait qu'elles étaient partenaires dans la construction européenne à l'Ouest, dans l'Est du continent, la France et l'Allemagne fédérale restaient des rivales

Tout comme nous avons évoqué dans le premier chapitre, concernant cette région de l'Europe Centrale-Orientale, il est difficile de la définir géographiquement, car elle est plutôt un concept identitaire et culturel, représentant un enjeu fondamental tant pour la politique étrangère française que pour celle allemande. Toujours dans le premier chapitre, nous avons montré comment l'Europe Centrale-Orientale est devenue une carte mentale géographique pour la France. L'intérêt français pour cette région est venu après la défaite de 1871 à Sedan devant les armées de Bismarck. Mais cet intérêt venait d'abord du monde des scientifiques. Premièrement, ces scientifiques, ces professeurs universitaires (surtout des historiens, des Slavophiles, des géographes) à travers leurs ouvrages et leurs articles publiés dans la presse, ils ont réussi à populariser le mécontentements des peuples qui habitaient cette région, mais qui se trouvaient sous une domination étrangère. Deuxièmement, au fur et mesure, ils ont commencé de militer pour la nécessité d'un engagement français dans la zone afin de réaliser un contrepoids à l'influence allemande. Ils se sont rendus compte que si la France deviendrait le porte-voix des nationalités sous la dominance des empires multinationaux, elle aboutira à renforcer sa position devant son rival allemand. Mais du point de vue d'une action officielle, politiquement et diplomatiquement rien n'avait été entrepris par les dirigeants des Paris. La principale raison pour ce manque d'encouragement français aux nationalités était lié à l'alliance de revers que la France avait entamé avec la Russie, Paris ne voulant pas gêner son allié à partir de la question des nationalités. Quand même pendant la Première Guerre Mondiale, avec l'effondrement de la Russie tsariste, la France avait besoin de refaire son alliance de reverse pour assurer l'encadrement d'une Allemagne vaincue, mais toujours forte.

La France avait besoin des pays de l'Europe Centrale-Orientale pour maintenir un certain ordre européen continental où elle pouvait trouver réassurance devant les ambitions hégémoniques allemandes. Arnold Wolfers fait une distinction entre les buts de milieu et les

but de possession d'un pays. Selon ses définitions, les buts de milieu sont « ceux qui ressortissent à la transformation du système international, à l'ordre et à la stabilité ». Or pour la politique étrangère française, les buts de milieu passaient par l'Europe Centrale-Orientale si elle voulait imposer un équilibre à la puissance de l'Allemagne. Entre la France et les pays de cette région, les liens affectifs, culturels, et politiques étaient très forts. Mais malheureusement pour ses ambitions, la France n'a jamais réussi à s'imposer économiquement dans l'Europe Centrale-Orientale. Pour décrire ses tentatives d'implantation économique dans cette région, l'historien Georges-Henri Soutou utilisera le terme d'« impérialisme du pauvre ». Cette incapacité française de s'imposer dans la région fragilisa toujours ses stratégies diplomatiques.

Tout comme nous avons montré dans le deuxième chapitre, l'Europe Centrale-Orientale est également une carte mentale géographique pour l'Allemagne. Mais si dans le cas de la diplomatie française elle est liée à la poursuite de ses buts de milieu, par contre, la diplomatie allemande a toujours poursuivi dans cette région ses buts de possession.

Seulement avec l'essor diplomatique de *l'Ostpolitik* de Willy Brandt, l'Allemagne fédérale retrouvera sa confiance et par un politique active et abile d'implantation économique dans l'Europe Centrale-Orientale, elle réussira à consolider sa position et quasi-évincer la présence française. Lors de l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand, les liens entre et la France et cette région étaient à peu près desserrées. L'intérêt du premier président socialiste de la Cinquième République envers cette région était assez faible pendant son premier mandat. Bien qu'il soit de gauche, ses sentiments envers les dirigeants communistes de l'Europe Centrale-Orientale ne sont pas en mesure de le faire regarder envers eux avec sympathie, bien au contraire. Lui, à la fois président et homme de lettres, un philosophe, qu'avait-il en commun avec les *apparatchiks* d'au delà du Rideau de fer ? En plus, Mitterrand lui-même est sous une forme de « surveillance » comme nous avons expliqué dans le troisième chapitre. A cause du fait que sa couleur politique inquiétait certains cercles de pouvoir, surtout d'outre-Atlantique, pendant les premières années de son septennat il avait dû prouver sa loyauté envers ses alliés occidentaux à travers plusieurs crises, telles la crise des missiles, ou celle du gazéoduc.

La presse française n'hésitait pas d'esquisser l'avenir. Les journaux attirent l'attention que la réunification apportera un renversement des rôles. Le 5 mars 1990, dans une tribune publiée par *Le Point* et intitulée « Cette grande Allemagne qui inquiète », Pierre Lellouche

tire un signal d'attention sur le fait que la France sera « *réduite à un rôle secondaire*⁷² ». De son côté, le journaliste André Chambraud renforce la thèse de Lellouche et dresse un avenir assez sombre pour la puissance française en disant que « *la France va devenir une puissance secondaire par rapport à l'Allemagne unifiée*⁷³ ». François Mitterrand, que peut-il faire dans ces conditions ? S'opposer contre la réunification signifierait se placer contre la marche de l'Histoire. En même temps il ne peut pas prendre le risque de voir s'effondrer tout ce que le partenariat franco-ouest-allemand a construit après 1945.

Sa réponse à la réunification peut être résumé par la formule « Oui, mais... ».

C'est-à-dire, « oui », les deux Allemagnes peuvent former un seul Etat réunifié. Mais cette nouvelle Allemagne doit être arrimer d'une façon définitive à la construction européenne. Et pour accomplir ce but, Mitterrand proposera un grand marchandage au chancelier Helmut Kohl. La France appuyera et reconnaîtra la réunification, mais en revanche, le chancelier doit prouver ses engagements envers l'approfondissement de la construction européenne. Et le seul moyen à le faire et d'entamer les procédures pour l'achèvement de l'Union Economique et Monétaire dont l'objectif final sera l'adoption de la monnaie unique, l'euro. Pour l'Allemagne cela signifierait d'abandonner son arme la plus précieuse, le Deutsche Mark. Devant l'insistance de Mitterrand, le chancelier Kohl doit s'incliner et finira par accepter le marchandage proposé, lors du Conseil de Strasbourg, au début de décembre 1989. Mais pour Mitterrand cela ne suffit pas. L'ancrage à l'Ouest de l'Allemagne est seulement le premier volet de sa stratégie. Le deuxième volet est liée à l'Europe Centrale-Orientale et son rôle dans un vaste projet de confédération paneuropéenne. Ce projet de confédération peut être la réponse aux plusieurs Parce que selon les raisonnements de Mitterrand, le dégel communiste va apporter une déstabilisation dans la région, pour éviter les conflits une formule doit être trouvée. A travers une confédération, le président français croit avoir arriver à une solution, d'autant plus que ce cette proposition a plusieurs avantage. Premièrement, la réunification allemande pourra être encadrée dans une construction paneuropéenne. Deuxièmement, cette confédération sera une sorte de chambre d'attente pour les pays est-européenne qui rêvent prématurément d'adhérer à la Communauté européenne. En plus, ces pays vont subir un processus d'apprentissage de la démocratie et des valeurs européens. Et parce qu'elles représentent un jalon clé de sa stratégie, Mitterrand sait qu'il doit compter sur leur soutien afin de voir la confédération prendre naissance. Ainsi, il s'engage dans une diplomatie personnelle, mettant l'accent sur des rencontres bilatérales avec les chefs

⁷² Marie Nöelle Brand Crémieux, *op.cit.*, p. 242.

⁷³ *Ibidem*, p. 243.

d'Etat de la région et s'appuyant seulement sur une cellule diplomatique professionnelle, mais qui malheureusement ne connaît pas les réalités, les doléances et les aspirations des pays est-européenne.

Théoriquement, le plan de Mitterrand semble apporter des réponses au climat d'incertitude qui avait suivi après la chute du communisme en Europe Centrale-Orientale. Mais en réalité, il est rédigé dans une manière confuse, incomplète et il finit par soulever envers lui l'animosité tant des Américains, mais aussi des dirigeants est-européens dont les sentiments d'attachement étaient envers les institutions euro-atlantiques, telles la Communauté européenne et l'Otan.

A part des facteurs extérieurs de son échec, le projet de confédération avait été piégé par François Mitterrand lui-même. D'abord par le fait qu'il avait une perception erronée de l'Europe Centrale-Orientale et de ses disputes inter-éthniques. Tout comme nous avons prouvé dans le cinquième chapitre, à partir de ses prédispositions perceptives envers cette région, il prenait à tort les conflits diplomatiques ou les querrelles entre pays comme des réalités certaines en train de matérialiser un avenir de guerre régionale et dissolution territoriale suivant l'exemple de la Yougoslavie. Mais il s'est trompé, car les scénarios catastrophiques ne s'avaient pas concrétisés. En plus, il commet un deuxième et plus grande erreur. Pour accomplir les buts qu'il veut poursuivre il utilise les moyens erronés. Son modèle gaullien d'agir pour la promotion de la confédération n'est pas celui qui va l'amener à l'aboutissement du projet. Bien au contraire, c'est l'une des freines. Les travaux auraient dû être faites par des diplomates de carrière au fur et mesure, sans pression et en essayant de comprendre davantage le point de vue des est-européens. Or, à travers cette approche réaliste-constructiviste, François Mitterrand ne réussit pas d'atteindre ses objectifs en Europe Centrale-Orientale, c'est-à-dire impose cette construction confédérative afin d'assurer une sorte d'ordre normatif aux pays apprentis à peine issus du communisme. L'ironie est que les pays est-européens vont adhérer à ces principes et valeurs, qui plus tard porteront le nom d'aquis communautaire, selon leurs propres rythme, les uns plus vite que les autres, lors des tortueux parcours négociations pour leurs adhésion à l'Union européenne.